



UN LDC IV



OHRLLS

Document d'information

**« L'exploitation de la contribution positive de
la coopération Sud-Sud pour favoriser le
développement des pays les moins
avancés »**

New Delhi, 18-19 février 2011

Table des matières

| | |
|---|--------|
| 1. Contexte général | ... 3 |
| 1.1 Transformation des relations Sud-Sud | ... 3 |
| 1.2 Contexte de la coopération Sud-Sud | ... 5 |
| 1.3 Les nouveaux phénomènes dans le Sud émergent et ses perspectives prometteuses | ... 6 |
| 1.4 Domaines de coopération | ... 7 |
| 1.5 La coopération Sud-Sud et les PAM | ... 8 |
| 2. Commerce Sud-Sud | ... 10 |
| 2.1 Tendances des échanges commerciaux | ... 10 |
| 2.2 Facteurs limitatifs | ... 14 |
| 2.3 Système global de préférences commerciales (SGPC) | ... 15 |
| 2.4 Coopération économique et intégration régionale | ... 15 |
| 3. Investissements directs étrangers Sud-Sud | ... 17 |
| 3.1 Tendances de l'IDE | ... 17 |
| 3.2 Flux d'IDE Sud-Sud | ... 18 |
| 3.3 Flux d'IDE vers les PAM | ... 20 |
| 3.4 Facteurs limitatifs | ... 23 |
| 4. Coopération technologique Sud-Sud | ... 26 |
| 4.1 Tendances de la coopération technologique Sud-Sud | ... 26 |
| 4.2 Les capacités technologiques des PAM | ... 28 |
| 4.3 Coopération technologique Sud-Sud | ... 29 |
| 5. Coopération Sud-Sud pour le développement | ... 30 |
| 5.1 Tendances de la coopération Sud-Sud pour le développement | ... 30 |
| 5.2 Coopération triangulaire | ... 34 |
| 5.3 Avantages comparatifs de la coopération Sud-Sud pour le développement | ... 35 |
| 6. Conclusion et recommandations | ... 38 |
| 6.1 Commerce | ... 39 |
| 6.2 Investissements directs étrangers | ... 40 |
| 6.3 Coopération technique et technologique | ... 41 |
| 6.4 Coopération pour le développement | ... 43 |

Figures

| | |
|--|----|
| Figure 1 : Total des exportations de marchandises Sud-Sud (milliards USD) | 10 |
| Figure 2 : Exportations de marchandises Sud-Sud dans certains secteurs (milliards USD) | 11 |
| Figure 3 : Pourcentage des PAM dans les exportations mondiales de marchandises..... | 12 |
| Figure 4 : Exportations de marchandises des PAM vers le reste du monde et le Sud (milliards USD)..... | 12 |
| Figure 5 : Exportations de marchandises des PAM vers certaines destinations (milliards USD) | 13 |
| Figure 6 : Droits de douane moyens appliqués selon la clause de la nation la plus favorisée aux produits non agricoles et hors carburants | 14 |
| Figure 7 : Flux entrants d'IDE dans certains pays et certaines régions (milliards USD) . | 17 |
| Figure 8 : Flux sortants d'IDE dans certains pays et certaines régions (milliards USD) . | 18 |
| Figure 9 : Flux sortants d'IDE du Sud (milliards USD) | 18 |
| Figure 10 : Flux d'IDE Sud-Sud (milliards USD) | 19 |
| Figure 11 : Flux d'IDE Sud-Sud en pourcentage du total mondial | 19 |
| Figure 12 : Flux d'IDE vers les PAM (milliards USD)..... | 20 |
| Figure 13 : Pourcentage des flux d'IDE mondiaux vers le Sud et les PAM..... | 21 |
| Figure 14 : Pourcentage des flux d'IDE mondiaux vers les PAM..... | 21 |
| Figure 15 : Flux d'IDE mondiaux vers le Sud et les PAM en pourcentage du PIB | 22 |
| Figure 16 : Flux d'IDE vers les dix principaux PAM destinataires (milliards USD)..... | 22 |
| Figure 17 : Dépenses de recherche et développement en pourcentage du PIB | 26 |
| Figure 18 : Décaissement d'aide à l'étranger de la Chine (millions USD) | 31 |
| Figure 19 : Total des programmes annuels d'aide et de prêts de l'Inde, 2005-2010 (millions USD)..... | 32 |

Tableaux

| | |
|--|----|
| Tableau 1: Dépenses de recherche et développement en pourcentage du PIB | 26 |
| Tableau 2: Dépenses de recherche et développement en pourcentage du PIB | 27 |
| Tableau 3: Données relatives à la science et technologie pour l'Inde | 27 |
| Tableau 4: Données relatives à la science et technologie pour la Chine | 28 |
| Tableau 5: Estimation des flux d'aide au développement en provenance de certains pays n'appartenant pas au CAD (millions USD) | 30 |
| Tableau 6: Décaissements nets d'APD en provenance d'autres fournisseurs de coopération pour le développement qui communiquent des informations au CAD-OCDE (millions USD courants) | 31 |
| Tableau 7: Principales destinations des programmes d'aide et de prêts de l'Inde (hors lignes de crédit, millions USD courants*) | 33 |
| Tableau 8: Estimations des dépenses publiques de 2009 au titre des programmes d'assistance de l'Afrique du Sud, transferts internationaux (millions USD courants)..... | 34 |

1. CONTEXTE

1.1 Transformation des relations Sud-Sud

La coopération Sud-Sud (CSS) fait référence aux activités de coopération entre les pays en voie de développement pour des raisons de solidarité dans un certain nombre de domaines comme le commerce, l'investissement, la coopération financière, technique et technologique et le partage des connaissances, politiques et meilleures pratiques. Elle date de la période de décolonisation après la guerre, et tout particulièrement de la Conférence afro-asiatique de Bandung qui s'est tenue en Indonésie en 1955, suivie de la formation du mouvement des non-alignés (NAM) en 1961 et du Groupe des 77 (G77) en 1964.

Jusque dans les années 1980, le commerce et la coopération économique Sud-Sud représentaient plus une aspiration d'ordre politique qu'une réalité économique puisque la plupart des pays du Sud se trouvaient à des niveaux similaires en termes de leur degré de développement, de leur structure productive, de leurs paniers d'exportation et d'importation, de leurs investissements et innovation technologique ; leur avantages comparatifs se limitaient à leurs dotations en ressources naturelles et main d'œuvre à bon marché. Le Sud restait en grande partie à la périphérie de l'économie mondiale en concentrant leurs paniers d'exportation principalement dans les produits de base et les matières premières. Les pays développés maintenaient leur position au « centre » en se spécialisant dans les produits finis et les équipements de production de haute technologie. En outre, les relations économiques entre les pays du Sud se caractérisaient par la concurrence plutôt que la complémentarité ainsi que des échanges et des opportunités d'investissement anémiques entre les pays du Sud, principalement dans le domaine des marchés des produits de base. En revanche, le commerce, les investissements, l'aide économique, la coopération technologique et l'interdépendance entre le Sud et les pays développés restaient en forte progression.

Jusque dans les années 1980, les activités de coopération entre les pays du Sud portaient surtout sur des arrangements émergents régionaux et sous-régionaux visant à l'intégration économique, au développement du commerce et à la coopération dans des domaines politiques comme le Marché commun centre-américain, l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale, et l'Association des nations de l'Asie du Sud-est. Au niveau mondial, l'ONU a établi la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) afin d'aider le Sud dans le domaine de la politique et de la promotion du commerce. Ont également été créés la Commission sur la science et la technologie et le Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement (FNUSTSD). En 1972, l'Assemblée générale de l'ONU a établi un groupe de travail pour étudier comment intensifier la coopération technique entre les pays en voie de développement (CTPD). Ceci a mené à la création en 1974 d'une unité spéciale au sein du PNUD dans le but de promouvoir la CTPD (US/CTPD)¹.

¹ The history and urgency of South-South Cooperation in Science and Technology par JOHN F.E. OHIORHENUAN ET AMITAV RATH

Au cours des vingt dernières années, les pays en voie de développement ont accumulé beaucoup d'expérience et de bon sens sur ce qui mène à de bons résultats ou non et sur les facteurs limitatifs et les leçons apprises. De nombreux pays en voie de développement ont acquis des connaissances substantielles ainsi que des capacités et de l'expérience dans le domaine de la mise en place d'institutions dynamiques d'administration sociale et économique ainsi que du développement technologique et de la gestion de l'environnement. Le Sud dispose maintenant d'un potentiel de partage d'expériences, qu'on appelle un avantage de reproductibilité de la coopération Sud-Sud. Parmi des exemples de réussites figurent le programme de lutte contre la faim « Bolsa Familia » au Brésil, le programme national de nourriture-contre-travail en Inde, et les politiques centrales de réglementation et de libéralisation de la Chine. Certains de ces exemples comportent des pratiques utiles qui devraient être copiées dans d'autres pays.

Des bouleversements importants se sont produits au cours des années 1990 et 2000 avec l'essor du Sud dans son ensemble et l'émergence de pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil en tant que moteurs mondiaux dans les secteurs manufacturiers, des services et de l'agriculture, ce qui a donné naissance à des sociétés transnationales régionales et mondiales. Leur essor a profondément changé la structure de leurs économies en les diversifiant dans tous les principaux domaines de la production et du commerce international. Le Sud s'est rapproché du centre de la sphère internationale du commerce, de l'investissement et de la production et a donc atteint le but que le visionnaire du développement Raul Prebisch soulignait il y a plus de 40 ans quand il préconisait le passage depuis la périphérie vers le centre du commerce mondial.

Les pays du Sud et leurs entreprises ont obtenu des financements, des capitaux et des capacités technologiques et financières leur permettant de produire et d'échanger tout en tirant avantage de leur main d'œuvre à faible coût par rapport aux locomotives de production des pays développés traditionnels. Leurs entreprises participent à l'échange non seulement à l'échelon national et régional mais ont également établi une présence au niveau mondial. Le Sud dynamique se constitue aussi des actifs immatériels au niveau mondial, surtout dans des domaines particuliers de la production manufacturière, des services et de l'agriculture. Par ailleurs, ces pays en voie de développement sont en passe de devenir des acteurs majeurs en tant que producteurs et consommateurs sur les marchés mondiaux dans des domaines cruciaux comme celui de la sécurité alimentaire et énergétique.

Les pays en voie de développement sont devenus désormais des moteurs régionaux et mondiaux pour la croissance du commerce international en raison de l'amplification massive de leurs capacités, échelle et qualité de production et grâce à la diversification structurelle de leurs économies et échanges commerciaux. On peut discerner une tendance similaire dans les flux d'investissements internationaux, ce qui pourrait indiquer l'émergence de nouvelles relations d'investissements internationaux selon lesquelles les pays en voie de développement attireraient des niveaux jamais vus d'IDE et deviendraient eux-mêmes des exportateurs de capitaux et d'IDE en direction des pays développés et d'autres pays en voie de développement.

Suite à l'essor rapide des stratégies de développement orientées vers l'extérieur, des complémentarités importantes sont apparues, surtout entre les PMA et les pays en voie de développement émergents. Ceci a engendré une série de situations de complémentarité-concurrence. Les complémentarités permettent à chaque pays en voie de développement d'identifier et d'exploiter ses créneaux d'avantage comparatif pour produire certains biens et fournir des services particuliers dans les marchés régionaux et interrégionaux du Sud. De nouvelles divisions du travail apparaissent dans l'ensemble des échanges Sud-Sud dans les secteurs de l'agriculture, de la production manufacturière et des services, y compris dans le contexte de la production régionale et mondiale et des chaînes de distribution, et celles-ci se renforcent désormais mutuellement. Ce phénomène se produit pour une vaste gamme de produits, notamment les ressources naturelles, les biens intermédiaires, les produits de consommation et les produits à forte et faible technicité et au sein de l'ensemble d'une fourchette de produits en termes de différenciation et spécialisation.

Il importe de noter que dans le cadre de ces chaînes d'approvisionnement régionales, les pays avec les structures de produits les moins sophistiquées réalisent les activités de production et de services intensives en main d'œuvre qui alimentent les chaînes d'approvisionnement des partenaires régionaux plus avancés, au fur et à mesure que ceux-ci se concentrent de plus en plus sur la fabrication de produits et les services plus sophistiqués. Par exemple, le MERCOSUR et l'ANASE ont eu un impact important sur le développement du commerce dans certains secteurs entre les États-membres et, ultérieurement, entre eux et le reste du monde.

1.2 Contexte de la coopération Sud-Sud

La coopération Sud-Sud est un concept bien plus étendu et profond que celui de l'aide des donateurs du Nord. Elle couvre non seulement des flux financiers, comme des prêts et subventions pour des projets et investissements sociaux et d'infrastructure, mais également la coopération moyennant le partage d'expériences, le transfert de technologie et compétences, l'accès préférentiel au marché ainsi que l'appui et des investissements en faveur du commerce, ce qui transmet et encourage le même type et niveau de développement tout en créant des emplois et renforçant le capital et les capacités.

Deux conférences majeures des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud ont correctement identifié l'importance, les paramètres fondamentaux et la portée de cette coopération. La première conférence s'est tenue à Buenos Aires en 1978 et a produit un Plan d'action établissant une base conceptuelle ainsi que des directives pratiques en vue d'atteindre les objectifs de coopération technique entre les pays en voie de développement. Le plan d'action de Buenos Aires avait pour objectif principal de promouvoir et de renforcer l'autonomie collective des pays en voie de développement moyennant l'échange d'expériences, la mise en commun, le partage et l'utilisation de leurs ressources techniques et le développement de leurs capacités complémentaires.

Tenue à Nairobi en 2009, la conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud a souligné les liens politiques et économiques croissants au sein du monde en développement, au moment où les pays du Sud assument un rôle de premier

plan pour faire face à des problèmes internationaux fondamentaux allant de la reprise économique à la sécurité alimentaire et au changement climatique.

La conférence de Nairobi a défini les paramètres de base de la coopération Sud-Sud. Elle stipule que la « coopération Sud-Sud représente un effort commun des peuples et des pays du Sud, provenant d'expériences et de sympathies partagées, fondé sur leur objectifs et solidarité commune et guidé par, entre autres, les principes du respect de la souveraineté et propriété nationales, et sans aucune conditionnalité. Il ne faut pas considérer que la coopération Sud-Sud est une aide publique au développement. C'est un partenariat entre égaux fondé sur la solidarité. »

Les décisions de Nairobi reconnaissent également « le besoin d'améliorer l'efficacité du développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud en continuant de renforcer sa responsabilité et transparence mutuelles et en coordonnant ses initiatives avec d'autres projets et programmes de développement sur le terrain, conformément aux plans et priorités nationales de développement. » Elles reconnaissent qu'il faudrait évaluer l'impact de la coopération Sud-Sud afin d'améliorer sa qualité, si besoin est, en mettant l'accent sur les résultats. »

1.3 Les nouveaux phénomènes dans le Sud émergent et ses perspectives prometteuses

Ces dernières années, des changements importants au niveau mondial ont modifié le contrôle et la distribution des ressources ainsi que les capacités et les besoins des nations. La croissance rapide des économies émergentes a redéfini l'équilibre des pouvoirs au niveau mondial. Un certain nombre de pays en voie de développement jouent maintenant un rôle inouï dans la croissance économique mondiale par le biais des échanges, des investissements et de la coopération technique et technologique. En raison de ces changements, l'expansion des relations et de la coopération internationale et de l'interdépendance entre les pays du Sud s'accélère progressivement.

Selon une publication de l'OCDE intitulée *Perspectives sur le développement mondial : on Global Development : le basculement de la richesse*², le pouvoir économique et politique se déplace vers les pays en voie de développement et les économies émergentes en raison de la croissance forte et soutenue dans des grands pays en voie de développement, surtout les géants asiatiques (la Chine et l'Inde) et le géant d'Amérique latine (le Brésil) La crise économique et financière accélère cette transformation à long-terme de l'économie mondiale.

Le monde est en phase de reprise après une grave récession économique. Mais les divers pays se remettent à différents rythmes. La reprise est plus lente dans les économies développées tandis qu'elle est beaucoup plus rapide dans les économies émergentes et en voie de développement. Selon un rapport du FMI³, la croissance des pays en voie de développement dans leur ensemble devrait atteindre 6,5 pour cent en 2011 et en 2012 par

² Publication de l'OCDE sur les perspectives du développement mondial, 2010, en date du 16 juin 2010
ISBN Number:9789264084650

³ FMI Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2010

rapport à 4,4 pour cent pour le monde dans son ensemble en 2011 et 4,5 pour cent en 2012. Les économies avancées devraient afficher un taux de croissance de 2,5 pour cent en moyenne pour chacune des deux années à venir.

Suite à la récente crise économique et financière, de nouveaux phénomènes sont apparus dans le système d'échanges internationaux, comme de nouvelles productions, de nouvelles sources d'approvisionnement, de nouveaux marchés et de nouveaux facteurs de production. Les pays en voie de développement tirent avantage de cette nouvelle opportunité.

Les prévisions à long-terme suggèrent que les pays en voie de développement et émergents actuels devraient représenter presque 60 % du PIB mondial d'ici 2030⁴. Les années 1990 se sont avérées des années perdues pour le monde en développement, mais les taux de croissance ont nettement rebondi au cours des années 2000. Il est maintenant possible que la taille de l'économie chinoise rattrape celle des États-Unis d'ici 2027 et que les BRIC soient aussi importants que le G7 d'ici 2032. La Chine a déjà dépassé l'Allemagne et le Japon pour devenir la deuxième économie au monde. On s'attend à voir l'économie indienne dépasser celle du Royaume-Uni et du Japon d'ici 2035 pour devenir la troisième économie mondiale après les États-Unis et la Chine. D'ici 2025 au plus tard, le Brésil dépassera la France et la Grande-Bretagne, devenant ainsi la cinquième économie mondiale. Ces projections se fondent sur la performance économique uniformément solide de ces pays.

1.4 Domaines de coopération

Les pays du Sud recèlent de nombreuses solutions éprouvées aux problèmes de développement que confrontent les pays en voie de développement, y compris les PMA. Ils proposent aux PMA de nouvelles sources d'idées, de modèles et de pratiques et donc des opportunités supplémentaires importantes.

Ce qui est remarquable, c'est que les pays du Sud se trouvent au centre de la nouvelle géographie du commerce international en tant que producteurs, négociants et consommateurs sur les marchés mondiaux. Ce nouveau dynamisme du Sud se manifeste tout particulièrement sous forme de flux accrus d'échanges et d'investissements. Par exemple, les exportations des pays en voie de développement sont passées de seulement 600 milliards USD en 1995 à 3 140 milliards en 2008, et représentent maintenant presque 40 pour cent des exportations mondiales de marchandises⁵.

L'augmentation des investissements Sud-Sud, du transfert de technologie et des contacts au niveau des entreprises est une preuve supplémentaire du nouveau dynamisme du Sud. Par exemple, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) depuis les pays en voie de développement ont atteint le niveau record de 300 milliards USD en 2008. Les flux

⁴ The Long-Term Outlook for the BRICs and N-11 Post Crisis, décembre 2009, Goldman Sachs, <http://www2.goldmansachs.com/ideas/brics/long-term-outlook.html>

⁵ Statistique de la CNUCED

d'IDE Sud-Sud ont culminé à 187 milliards en 2008, soit 14 % du total mondial, par rapport à 12 milliards en 1990 (4 % des flux mondiaux totaux). Ce sont les PAM qui ont été les principaux bénéficiaires des flux d'IDE en provenance d'autres pays en voie de développement : ils reçoivent 40 pour cent de l'IDE total réalisé par les pays en voie de développement⁶.

En outre, un nombre croissant d'économies émergentes et de pays en développement sont devenus des sources importantes de financement de la coopération en vue du développement et de l'appui technologique et techniques aux PAM. La Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud sont tout particulièrement devenus des sources importantes de financement du développement. Mais les PAM confrontent des obstacles immenses qui limitent les avantages de la coopération Sud-Sud.

Les pays en voie de développement ont mis au point de nouvelles technologies, savoir-faire technique et compétences dans un certain nombre de domaines comme l'énergie renouvelable, l'ingénierie génétique et la biotechnologie, l'électronique et les semi-conducteurs, ainsi que la technologie de l'information et de la communication. Ils exportent également des produits à forte intensité de capital et des biens d'équipement vers d'autres pays en voie de développement. Il est possible de transférer et de reproduire ces technologies et ce savoir-faire technique dans d'autres pays en voie de développement.

Bien que l'échelle, la portée et la dimension de la coopération Sud-Sud progressent rapidement, elles se voient limitées par les énormes problèmes que les pays émergents et à revenu intermédiaire doivent eux-mêmes affronter en termes de forte incidence de la pauvreté, de malnutrition, de chômage, de graves insuffisances dans l'infrastructure et des capacités de production ainsi que l'impact des chocs externes. La coopération Nord-Sud reste essentielle à cet égard. La coopération Sud-Sud joue toutefois un rôle auxiliaire important et créateur de valeur ajoutée.

1.5 La coopération Sud-Sud et les PAM

Les pays du Sud ont obtenu des résultats économiques extraordinaires mais leurs progrès individuels sont inégaux. Malgré quelques modestes progrès dans les domaines socio-économiques, les PAM n'ont guère gravi l'échelle du développement. Tandis que les PAM souffrent communément de problèmes anciens, comme la pauvreté et la malnutrition extrêmes, la forte croissance démographique, le chômage massif, la menace de maladies mortelles et les conflits, de nouveaux problèmes et des problèmes émergents comme la crise alimentaire et énergétique, la crise financière et le changement climatique menacent d'autant plus leurs perspectives de développement. Pour répondre à ces phénomènes, le Nord et le Sud doivent tous les deux renouveler et renforcer leur appui aux PAM au moyen de la coopération Sud-Sud.

En raison des complémentarités croissantes entre les exportations des PAM et d'autres économies émergentes, les PAM s'engagent de plus en plus avec les autres pays du Sud.

⁶ Statistique de la CNUCED

On a déjà pu constater certain effet de transmission et de reproduction du développement dans les PAM.

Les donateurs traditionnels fournissent bien trop peu d'appuis sous forme de partenariats aux PAM. En raison de l'aggravation des problèmes, anciens et nouveaux, auxquels les PAM doivent faire face, du manque de ressources susceptibles d'être mobilisées au niveau interne et l'insuffisance de l'assistance des pays donateurs, le renforcement de la coopération pour le développement de la part de pays du Sud peut fournir un complément significatif en vue de répondre aux besoins de développement des PAM.

Dans trois programmes d'action en faveur des PAM, le rôle du Sud s'est avéré limité parce qu'il n'avait pas les moyens suffisants pour appuyer les PAM. Le troisième programme d'action (le programme d'action de Bruxelles) en faveur des PAM a reconnu le rôle de la coopération Sud-Sud, ainsi que de la coopération sous-régionale et régionale, dans le développement des PAM. Mais ce programme ne pouvait pas vraiment prévoir la rapide croissance récente de la coopération Sud-Sud.

L'émergence du Sud au niveau mondial a un potentiel de multiplicateur pour le développement des PAM. En dépit de ce potentiel, les PAM n'ont pas encore tiré pleinement avantage de la coopération Sud-Sud. Ils manquent par ailleurs de la capacité de production nécessaire pour profiter des opportunités croissantes qu'offre la coopération Sud-Sud. Il est donc important de renouveler l'appui et d'adopter des mécanismes de coopération pour permettre aux PAM d'exploiter pleinement les avantages de la coopération Sud-Sud.

On pourrait envisager une stratégie de coopération Sud-Sud axée sur un certain nombre de domaines prioritaires clés, identifiés pour et par les PAM dans le nouveau programme d'action, afin de consolider et d'étendre la transformation en cours du commerce, des investissements et de la coopération économique Sud-Sud. Ceci permettrait au Sud de devenir un vrai partenaire en vue d'une croissance économique soutenue, de la diversification de l'emploi et de la réduction de la pauvreté dans le Sud lui-même et dans le reste du monde.

2. ÉCHANGES COMMERCIAUX SUD-SUD

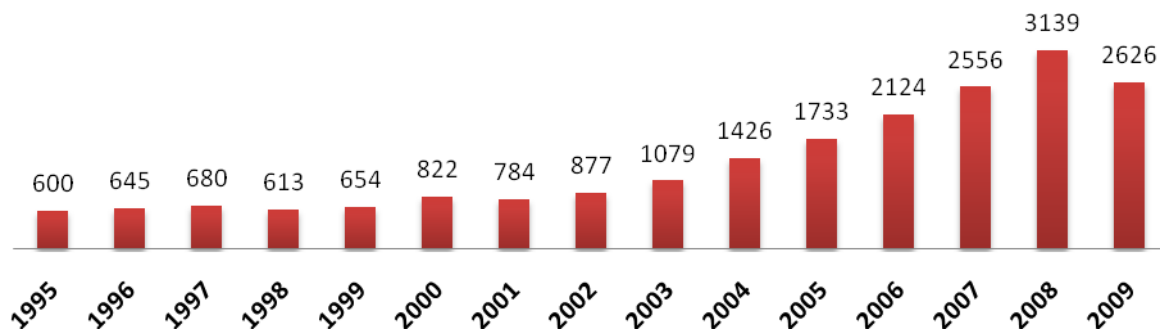
2.1 Tendances des échanges commerciaux

Les échanges commerciaux Sud-Sud sont devenus l'un des éléments les plus dynamiques du commerce international. Le commerce entre les pays du Sud continue de progresser en termes absolus et relatifs. D'après l'OMC, le commerce Sud-Sud représentait 16,4 pour cent des exportations mondiales totales de 14 000 milliards USD en 2007, soit 11,5 pour cent de plus qu'en 2000.

L'essor du commerce entre les pays du Sud est attisé par quelques intervenants régionaux et mondiaux parmi lesquels la Chine détient le premier rang, mais d'autres pays comme l'Inde en Asie, le Brésil en Amérique latine et l'Afrique du Sud en Afrique participent de plus en plus à ce processus. Les entreprises et sociétés transnationales du Sud se mondialisent de plus en plus, y compris en s'étendant dans d'autres pays du Sud, et font participer le Sud à la mondialisation résultant du commerce, ce qui ouvre de nouveaux horizons pour les échanges commerciaux et les investissements Sud-Sud.

Il est intéressant de noter que les sociétés transnationales du Nord ont joué et continuent de jouer un rôle important dans la promotion du commerce Sud-Sud au sein de la nouvelle dynamique du commerce moderne. Grâce à leur réseau de chaînes de production et de distribution internes aux secteurs et entre les secteurs dans le Sud, elles ont créé de nouvelles voies d'investissements et de commerce entre les pays du Sud tout en détruisant d'autres par ailleurs. En accumulant des SPG et autres mécanismes préférentiels mondiaux, régionaux et internes au Sud favorisant les pays en voies de développement et l'accès aux marchés en franchise de droits et de quotas pour les PAM, certains pays du Nord ont également facilité cette évolution. Plus ils proposeront de mécanismes de ce type, plus les pays du Nord pourront contribuer au développement économique du Sud.

Figure 1 : Total des exportations de marchandises Sud-Sud (milliards USD)



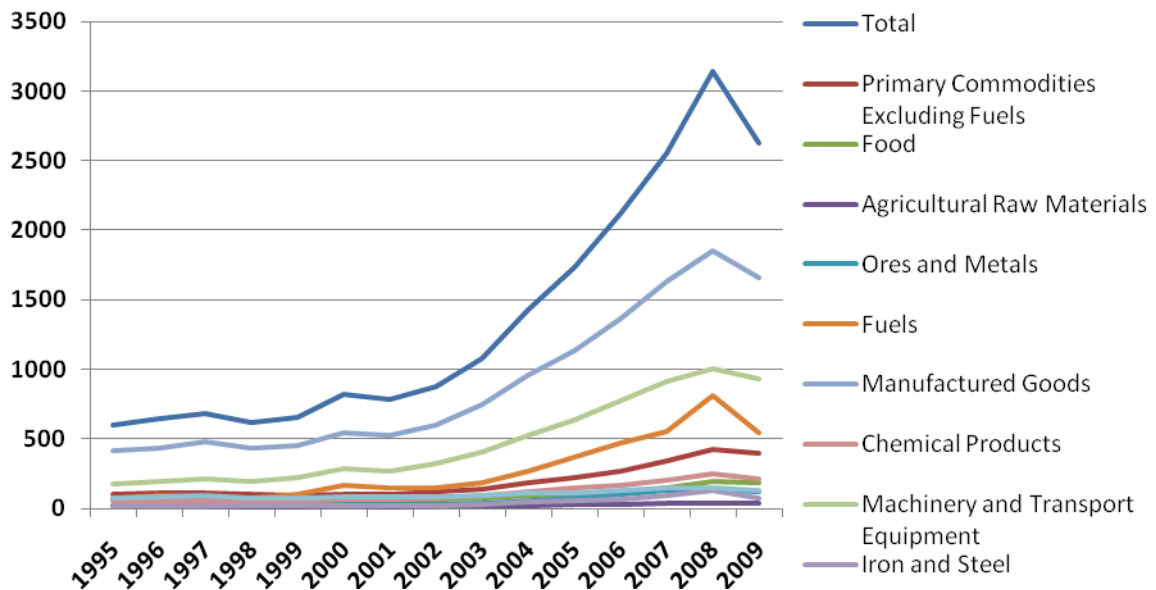
Source : Statistique de la CNUCED

Les échanges entre les pays en voie de développement présentent un vaste potentiel de spécialisation et de gains d'efficacité. Les échanges de marchandises entre les pays du Sud ont progressé en moyenne au rythme impressionnant de 12,5 % par an, par rapport à 7 % pour le commerce entre les pays du Nord et 9,8 % pour le commerce Nord-Sud. Le

volume total du commerce de marchandises entre les pays du Sud a bondi de 600 milliards USD en 1995 à presque 3 140 milliards en 2008 (Figure 1). Il est retombé à 2 630 milliards en 2009 en raison de la crise financière. On s'attend à voir les pays émergents jouer un rôle de plus en plus dynamisant dans le commerce après la crise alors que la demande de nombreux pays développés va rester atone dans le cours terme.

Le commerce Sud-Sud est désormais plus diversifié ; la part des produits manufacturés y est prépondérante et en augmentation rapide. En 2008, sur les 3 140 milliards USD de commerce Sud-Sud, les produits manufacturés en représentaient 1 850 milliards, les biens d'équipement 1 000 milliards et les carburants 813 milliards (Figure 2).

Figure 2 : Exportations de marchandises Sud-Sud dans certains secteurs (milliards USD)

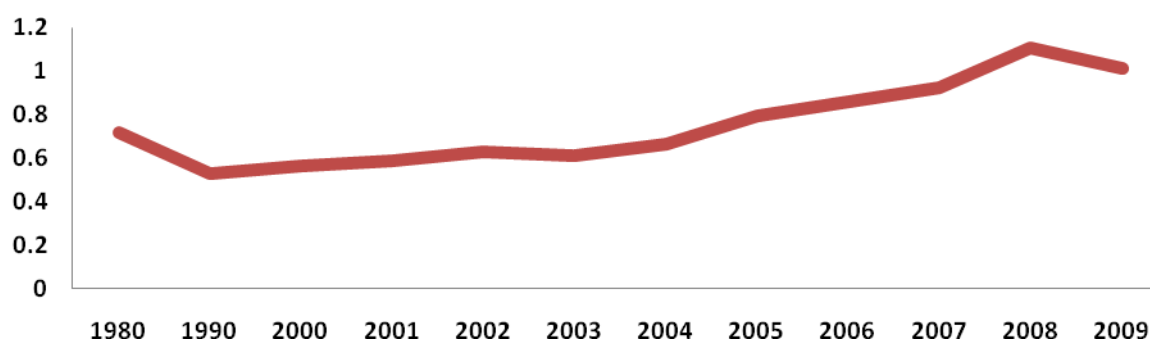


Source : Statistique de la CNUCED

Le commerce de marchandises Sud-Sud est fortement concentré du point de vue géographique dans les pays en voie de développement asiatiques. En outre, le commerce Sud-Sud concerne principalement les pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure et de tranche inférieure : ceux-ci représentent entre 3 et 5 % du commerce mondial total, alors que les PAM représentent à peine 1 % des exportations mondiales totales de marchandises (Figure 3).

Les PAM ont progressivement augmenté leur part du commerce mondial de marchandises au cours des dix dernières années. La part détenue par les PAM dans les services commerciaux s'est également légèrement améliorée en passant de 0,4 pour cent en 2001 à 0,5 pour cent en 2008. Les PAM ont également obtenu de meilleurs accès aux marchés ces dix dernières années parce que leurs partenaires commerciaux avancés ont adopté ou amélioré leurs programmes préférentiels en faveur des PAM. Ceci a permis aux PAM d'obtenir l'accès en franchise de droits et quotas pour leurs produits, ce qui est un objectif commun de la participation à l'ONU et à l'OMC.

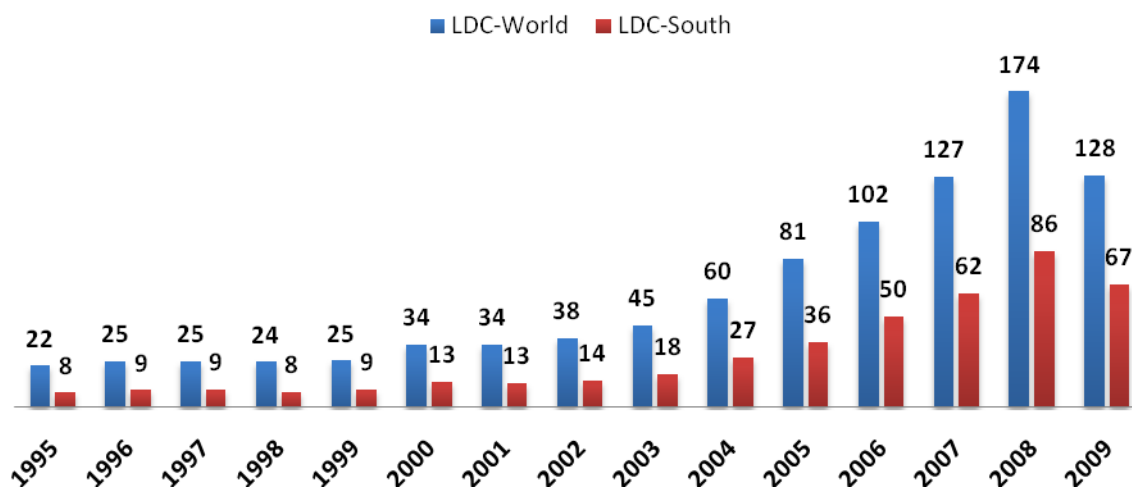
Figure 3 : Pourcentage des PAM dans les exportations mondiales de marchandises



Source : Statistique de la CNUCED

En 1995, la valeur des exportations de marchandises des PAM s'élevait à 22,93 milliards USD, dont 8,05 milliards à destination de pays en voie de développement. Les exportations totales des PAM sont passées à 174,41 milliards, ce qui représente une augmentation de 760 pour cent. Leurs exportations vers les pays du Sud ont atteint 86,46 milliards, soit une augmentation de 1 074 pour cent (Figure 4).

Figure 4 : Exportations de marchandises des PAM vers le reste du monde et le Sud (milliards USD)



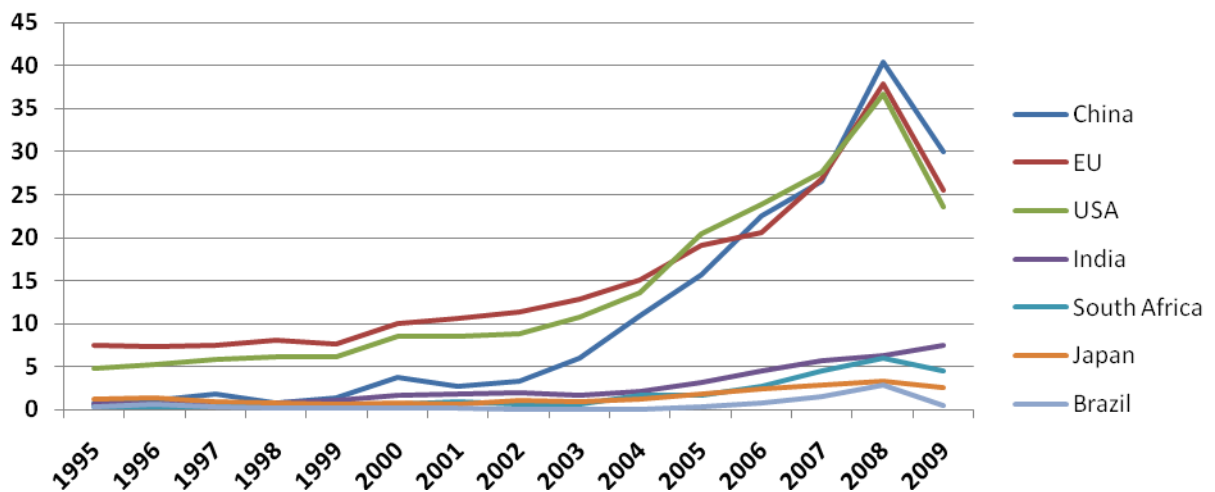
Source : Statistique de la CNUCED

L'une des principales difficultés auxquelles les PAM se heurtent dans le domaine des exportations est l'étroitesse de leur base de produits, ce qui les rend très vulnérables à la variabilité des cours sur les marchés des produits de base. En 2009, parmi les 128 milliards USD d'exportations, 68 milliards provenaient de l'exportation de carburants, 30 milliards de produits de base, 11 milliards de produits alimentaires et 4 milliards de produits agricoles.

Les pays en voie de développement ont de plus en plus adopté des programmes d'accès au marché en faveur des PAM, ce qui leur accorde un important degré d'accès en franchise de droits et de quotas pour leurs produits. En avril 2008, l'Inde a annoncé son régime de préférentiel en franchise de droits « Duty Free Tariff Preference » (DFTP) à l'intention des PAM. Ce régime comprend une liste de produits exempts de droits de douane bénéficiant d'un accès en franchise de droits et de quotas pour 85 % des lignes tarifaires et une liste positive dans laquelle figure 9 % des lignes tarifaires bénéficiant de concessions allant de 10 à 100 %.⁷ En mai 2009, la Corée a informé les membres qu'elle proposait l'accès en franchise de droits à 80 pour cent de toutes les lignes tarifaires du pays et envisageait de l'étendre à d'autres produits⁸.

Lors de la septième conférence ministérielle de l'OMC de décembre 2009, le Brésil a annoncé qu'il accorderait l'accès en franchise de droits et de quotas aux PAM, couvrant 80 pour cent de tous les postes tarifaires d'ici la mi-2010 et, que par la suite, un tel accès serait étendu à tous les postes au cours des quatre années suivantes. La Chine a annoncé qu'une exonération de droits de douanes serait progressivement accordée pour 95 pour cent des produits en provenance des PAM africains qui entretiennent des relations diplomatiques avec la Chine, à commencer par 60 pour cent des produits en 2010.⁹ Toutes ces initiatives ont mené à une forte progression des exportations aux pays en voie de développement. C'est la Chine qui est le plus important destinataire d'exportation en provenance des PAM. En 2008, les exportations des PAM se sont élevées à 40,46 milliards USD à destination de la Chine, à 37,94 milliards à destination de l'U.E., à 36,73 milliards à destination des États-Unis, à 6,28 milliards à destination de l'Inde, à 5,95 milliards à destination de l'Afrique du Sud, à 3,28 milliards à destination du Japon et à 2,86 milliards à destination du Brésil.

Figure 5 : Exportations de marchandises des PAM vers certaines destinations (milliards USD)



Source : Statistique de la CNUCED

⁷ Rapport de l'OMC. WT/COMTD/M/69.

⁸ Rapport de l'OMC. WT/COMTD/M/120.

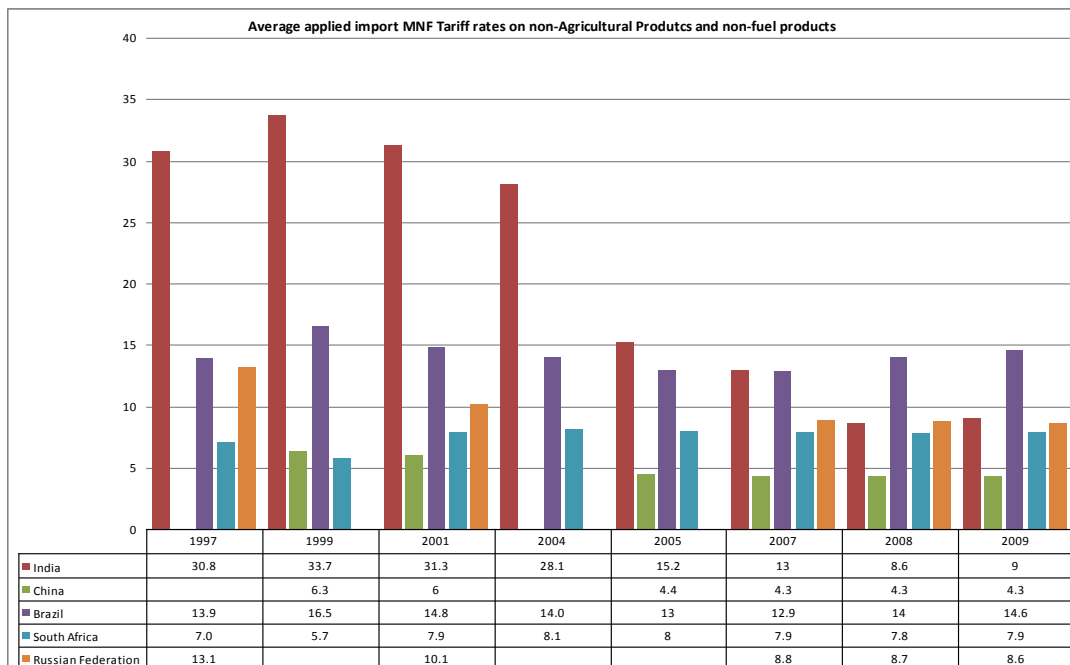
⁹ Rapport de l'OMC. WT/COMTD/M/77.

Afin de pouvoir légalement continuer à accorder un tel traitement préférentiel de la part des pays en voie de développement, les États-membres de l'OMC ont prorogé en 2009 l'exemption relative au traitement préférentiel des droits de douane en faveur des PAM jusqu'à 2019. Les pays en voie de développement seront ainsi autorisés à accorder un régime tarifaire préférentiel aux produits des PAM sans avoir à accorder les mêmes droits de douane à tous les autres États-membres.¹⁰ On pense que ceci devrait encourager encore davantage l'adoption de mécanismes préférentiels pour les PAM et renforcer la coopération Sud-Sud dans le domaine des échanges commerciaux.

2.2 Facteurs limitatifs

Le commerce de marchandises Sud-Sud se heurte à des barrières tarifaires et non tarifaires. Le manque de capacités commerciales et les coûts de transport élevé sont la source de barrières commerciales supplémentaires. Les droits de douane spécifiques variant énormément dans le Sud et les pays les plus pauvres sont souvent ceux qui sont affligés des droits de douane les plus élevés (Figure 6). Les barrières commerciales sont actuellement plus importantes pour les échanges Sud-Sud que pour le commerce du Sud avec les autres partenaires et les coûts liés à la distance sont plus élevés. Des recherches de l'OCDE indiquent que le gain potentiel de la libéralisation du commerce Sud-Sud pourrait en effet être au moins aussi important que celui que les pays en voie de développement pourraient obtenir s'ils bénéficiaient d'un meilleur accès aux marchés des pays riches (commerce Nord-Sud)¹¹.

Figure 6 : Droits de douane moyens appliqués selon la clause de la nation la plus favorisée aux produits non agricoles et hors carburants



Source : Dossier de politique de l'OCDE, 2006

¹⁰ WT/L/759.

¹¹ Commerce Sud-Sud : il est vital pour le développement, Dossier de politique de l'OCDE, août 2006

Les PAM n'ont pas encore réussi à profiter pleinement des régimes d'accès aux marchés proposés par les pays en voie de développement. Les informations à la disposition des pays en voie de développement sur les régimes préférentiels en place pour les PAM sont limitées. L'analyse des conditions d'accès au marché dans les pays en voie de développement devrait se pencher sur le régime effectivement accordé aux exportations des PAM dans ces marchés, surtout dans le cadre de la clause de la nation la plus favorisée¹².

2.3 Système global de préférences commerciales (SGPC)

Le SGPC, créé en 1989 entre les États-membres du Groupe des 77, fournit une structure pour des accords mutuels de tarifs douaniers préférentiels et d'autres mesures de coopération, comme dans le domaine des barrières non tarifaires, en vue de promouvoir le commerce entre les pays en voie de développement. Les ministres des États-membres en voie de développement au SGPC ont récemment franchi une étape cruciale qui renforcera nettement le commerce Sud-Sud lorsqu'ils ont conclu avec succès le cycle de négociations du SGPC de Sao Paulo. Ces négociations, connues sous le nom du cycle de Sao Paulo, ont débuté en 2004 à l'occasion de la conférence quadriennale de la CNUCED XI à Sao Paulo au Brésil. Quelques 43 pays participent au SGPC.

Le cycle de Sao Paulo a étendu la couverture des produits à 47 000 lignes tarifaires et a augmenté les réductions tarifaires ce qui encouragera de façon significative la croissance des échanges entre les pays du Sud. La réunion ministérielle de Genève en décembre 2009 a approuvé les paramètres de la formule de réduction des tarifs qui a diminué les tarifs de 20 pour cent pour au moins 70 pour cent des produits passibles de droits de douane exportés au sein de ce groupe de pays.

Le commerce entre les pays du SGPC a augmenté très rapidement au cours des dix dernières années. Ceci démontre la complémentarité croissante du commerce entre les pays du SGPC. Les réductions tarifaires entre les pays du SGPC vont renforcer les échanges entre les pays membres du SGPC au sein de chaque région et entre les régions. Une étude indique que les réductions tarifaires de 20 % entre les pays du SGPC permettront de faire bondir les exportations de 8 milliards USD¹³.

2.4 Coopération économique et intégration régionale

L'intégration régionale, notamment au moyen d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux (ACR), a fortement contribué à l'essor des échanges et des investissements entre les pays concernés. Les accords régionaux ouvrent la voie à des améliorations de l'espace économique, attirent vers la région de l'IDE à de meilleures conditions, et mettent en commun les ressources et réseaux économiques, humains institutionnels, technologiques et infrastructurels des pays y participant. Ils permettent aux entreprises nationales d'apprendre à coopérer au niveau international et à obtenir des économies d'échelle ; ils permettent de diversifier les exportations et entraînent des coûts

¹² Document de l'OMC sur « L'accès aux marchés des produits et services concernant les pays les moins avancés », WT/COMTD/LDC/W/48 1 1^{er} octobre 2010

¹³ Commerce SGPC : Tendances actuelles et implications des réductions tarifaires au sein du SGPC, CNUCED

d'ajustement moins élevés que l'intégration avec les pays en voie de développement à revenu élevé ou les pays avancés.

Des complémentarités sont apparues au cours des dernières années entre les pays du Sud et les avantages mutuels potentiels se sont également accrus. Il est possible de créer des synergies régionales avec des projets d'investissement communs dans l'infrastructure et / ou grâce à la division régionale du travail. Certains de ces accords, comme le MERCOSUR, ont eu un impact important sur le développement du commerce dans certains secteurs entre les pays membres ainsi qu'entre eux et le reste du monde. La coopération commerciale régionale peut également permettre à plusieurs pays de tirer profit d'une division régionale du travail, sur la base de la théorie du « vol des oies sauvages », selon laquelle les pays les moins avancés se chargent des secteurs manufacturiers les plus simples tandis que les pays plus avancés passent à des activités manufacturières et de services progressivement plus complexes. Il est essentiel que les pays qui se spécialisent dans les secteurs les plus simples soient aussi en mesure de progresser.

Le commerce interrégional est également en essor. Parmi les indicateurs récents d'une évolution importante du commerce interrégional dans les années à venir, on trouve la croissance des exportations agricoles de l'Argentine et du Brésil vers la Chine, des exportations manufacturières de la Chine en retour vers ces pays, et le lancement par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud de démarches en faveur de la coopération interrégionale. La plupart des pays en voie de développement, y compris les PAM, participent de plus en plus à l'intégration régionale. Mais en raison de la taille relativement modeste de ces économies, les partenaires des ACR gagnent des marchés d'exportation relativement faibles et les ressources disponibles pour les projets en commun sont limitées même si elles sont mises en commun.

Les modifications des pratiques et réseaux de transport, ainsi que l'évolution du commerce mondial, ont entraîné une croissance spectaculaire des services logistiques portuaires. L'apparition de pratiques comme celle des réseaux en étoile de connectivité portuaire, avec par conséquent le besoin d'opérations de transbordement, de transport multimodal et d'activités de porte à porte, a modifié le rôle des ports marins et les a transformés en points nodaux essentiels reliant les systèmes de transport nationaux et internationaux.

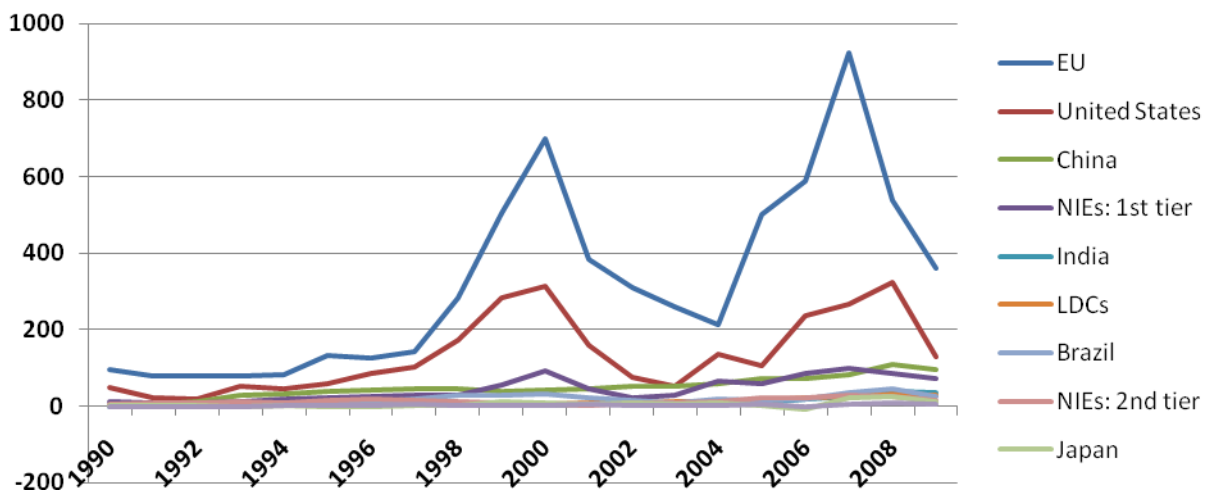
3. LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS SUD-SUD

L'IDE est à la fois une conséquence et une force motrice de mondialisation et d'intégration régionale. Il peut ouvrir la voie à de nombreuses créations d'emplois, de transferts des connaissances et de technologie ainsi que d'autres effets secondaires positifs qui peuvent permettre une croissance durable chez les pays qui en bénéficient. Il peut fortement contribuer au développement industriel grâce à l'apport et au transfert de capital, technologie et expertise et d'autres ressources qui améliorent la capacité de production et encouragent le processus de développement industriel. Il est susceptible d'aider les pays bénéficiaires à se diversifier dans des secteurs à plus haute technologie et plus forte intensité de qualification, ce qui réduit leurs vulnérabilités liées à la concentration et la dépendance envers les exportations de matières premières. Quand il est bien canalisé, l'IDE peut avoir un impact important sur le développement.

3.1 Tendances de l'IDE

Les flux d'IDE, internes et externes, se sont traditionnellement concentrés dans le triangle composé par l'Amérique du nord, l'Europe et le Japon. Bien que ces flux gardent leur prédominance, les pays nouvellement industrialisés d'Asie de l'est et maintenant les économies émergentes, surtout la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil (Figure 7) sont depuis plus récemment impliqués dans l'investissement direct étranger (Figure 7). La Chine a absorbé 8,5 % des flux en 2009 (soit 95 milliards USD), contre 1,6 % in 1990. L'Inde a accueilli 3,1 % et le Brésil 2,3 %, contre respectivement 0,1 % et 0,47 % respectivement (Figure 8).

Figure 7 : Flux entrants d'IDE dans certains pays et certaines régions (milliards USD)



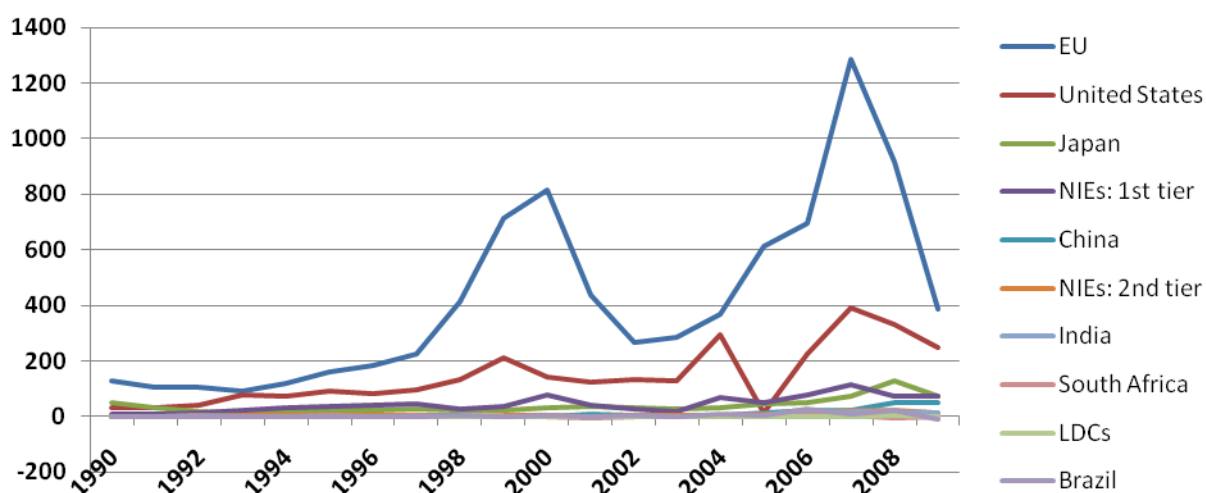
Source : Statistique de la CNUCED

Les flux récents d'IDE en provenance de pays du Sud sont particulièrement importants pour la coopération Sud-Sud (Figure 9). L'investissement direct étranger de la Chine s'est élevé à 48 milliards USD en 2009 (4,3 %), par rapport à 0,8 milliards USD en 1990

(0,34 %). L'Inde a investi 14,8 milliards USD à l'étranger en 2009 (1,35 %), soit 500 fois de plus qu'en 1990.

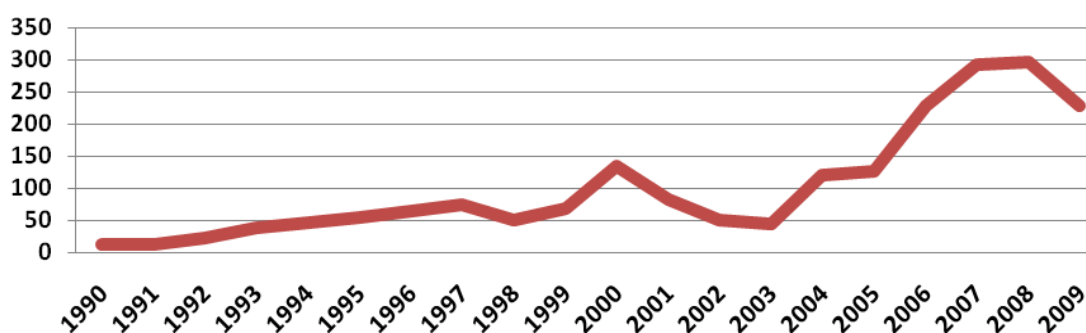
Ces chiffres reflètent la nouvelle géographie du développement économique, facilitée par des modifications importantes des politiques industrielles internes nationales et du développement industriel, la libéralisation des frontières politiques et économiques et la prolifération du libre échange. Les nouveaux pays industriels et les économies émergentes ont bénéficié de politiques industrielles qui mobilisent les IDE en tant que catalyseur du développement industriel.

Figure 8 : Flux sortants d'IDE dans certains pays et certaines régions (milliards USD)



Source : Statistique de la CNUCED

Figure 9 : Flux sortants d'IDE du Sud (milliards USD)



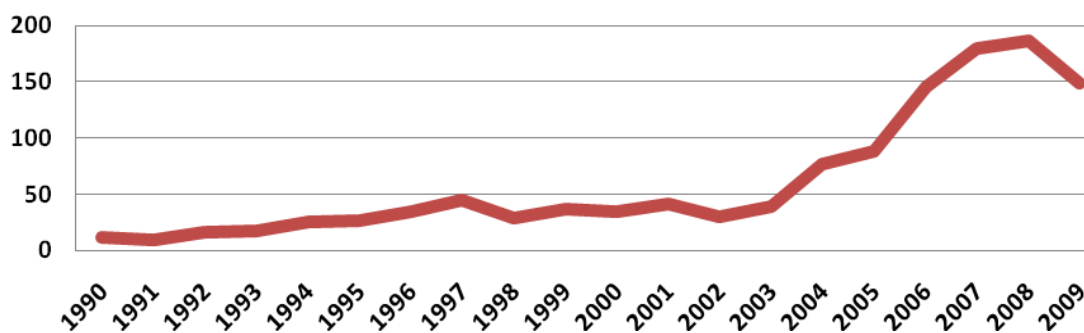
Source : Statistique de la CNUCED

3.2 Flux d'IDE Sud-Sud

On peut dire que la croissance récente des flux d'IDE Sud-Sud sont à la fois très révélateurs et encourageants. Le volume total des flux d'IDE entre les pays du Sud a bondi de 12 milliards USD en 1990 pour atteindre son pic à 187 milliards en 2008

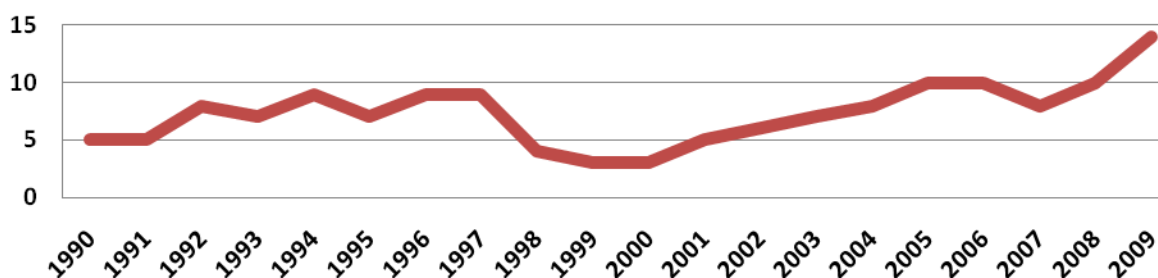
(Figure 10). Ce chiffre est retombé à 149 milliards en 2009 en raison des retombées de la crise financière mondiale sur l'économie réelle. Après une chute marquée après la crise financière asiatique de 1997, les flux Sud-Sud ont à nouveau augmenté rapidement en termes de pourcentage mondial de 4 % en 1998 à 14 % en 2009, et ne semblent pas encore avoir été affectés par la crise financière mondiale (Figure 11). Tandis que les sociétés transnationales des pays avancés restent les principales sources de flux entrants d'IDE dans les PAM, les investissements en provenance d'économies en voie de développement comme la Chine, l'Inde, la Malaisie et l'Afrique du Sud sont en hausse en termes absolus et relatifs. En outre, les pays du Conseil de coopération du Golfe ont récemment accru leurs investissements dans les PAM africains dans des secteurs comme les télécommunications, le tourisme, la finance, l'infrastructure, les mines, les hydrocarbures et l'agriculture.

Figure 10 : Flux d'IDE Sud-Sud (milliards USD)



Source : UNCTAD 2010, Renforcement des capacités de production : un programme d'action Sud-Sud

Figure 11 : Flux d'IDE Sud-Sud en pourcentage du total mondial



Source : UNCTAD 2010, Renforcement des capacités de production : un programme d'action Sud-Sud

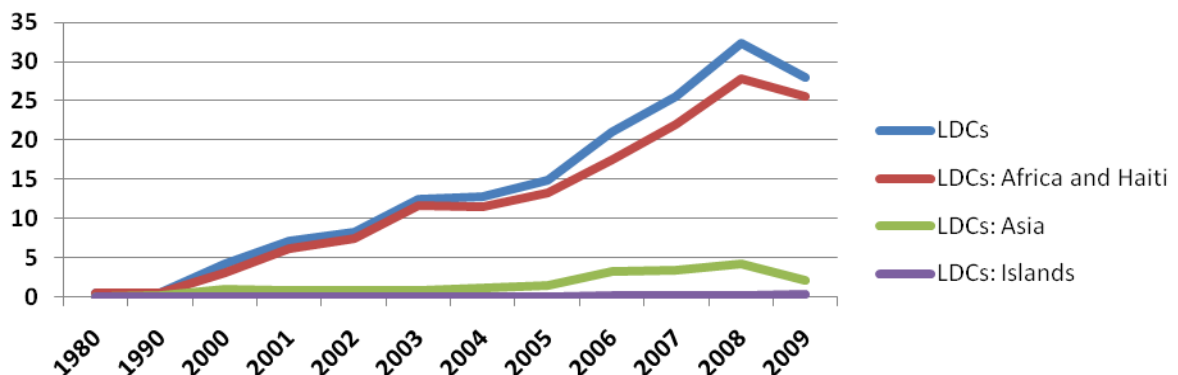
L'IDE Sud-Sud offre la possibilité de profiter de la nouvelle richesse et des investissements au sein des pays du Sud, de les mobiliser en faveur des PAM et, par la même occasion, de renforcer la solidarité du Sud, son autonomisation et son développement. La Résolution 64/222 de l'Assemblée générale souligne cet objectif et encourage les pays du Sud à coopérer pour identifier et réaliser des projets viables de

développement industriel découlant de la nouvelle géographie, et de mettre en commun et intégrer leurs connaissances, de partager leurs expériences et de travailler ensemble dans ce but. L'IDE, dont celui entre les pays du Sud, apporte de nombreuses opportunités de ce genre grâce à son potentiel de transfert de technologie et à ses externalités.

3.3 Flux d'IDE vers les PAM

En 2009, l'ensemble des flux d'IDE à destination des PAM a chuté de 14 % pour tomber à 28 milliards USD, marquant la fin de huit années de croissance ininterrompue (Figure 12). La baisse de la demande mondiale pour les produits de base, moteur principal de l'IDE pour de nombreux PAM, et l'annulation de certains projets internationaux de fusions et acquisitions ont constitué les principales causes de cette réduction. Mais ce fléchissement récent ne devrait pas éclipser les tendances récentes. Les flux d'IDE à destination des PAM augmentaient depuis 2001 et représentent l'apport de ressources en augmentation la plus rapide depuis dix ans. La majorité des flux d'IDE se sont dirigés vers les PAM en Afrique sub-saharienne. Les PAM asiatiques ont enregistré une augmentation notable depuis 2005 tandis que les PAM insulaires en particulier ne reçoivent qu'un faible montant d'IDE. La valeur des titres d'IDE est en augmentation rapide. Dans les PAM africains, la valeur totale du capital et des réserves des investisseurs étrangers a bondi d'environ 260 % entre 2000 et 2009.

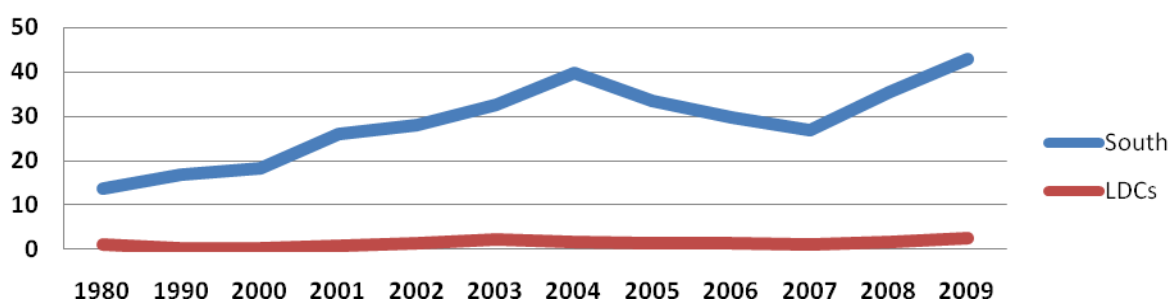
Figure 12 : Flux d'IDE vers les PAM (milliards USD)



Source : Statistique de la CNUCED

La part du Sud en tant que destinataire des flux mondiaux d'IDE augmente depuis 1990 (Figures 13 et 14), mis à part des chutes importantes entre 2003 et 2007. Les pays du Sud ont bénéficié de 43 % des flux mondiaux en 2009, par rapport à seulement 16,8 % en 1990. La Chine a reçu environ 8,5 % des flux mondiaux en 2009, l'Inde 3,1 % et le Brésil 2,3 %. Par comparaison, les États-Unis en obtiennent 11,6 %, mais sa part est restée beaucoup plus stable au fil des années avec une chute importante en 2009 par rapport au niveau de 18,3 % en 2008. Le Sud bénéficie toutefois d'une part importante des flux d'IDE, et ceci est maintenant une caractéristique saillante des flux mondiaux.

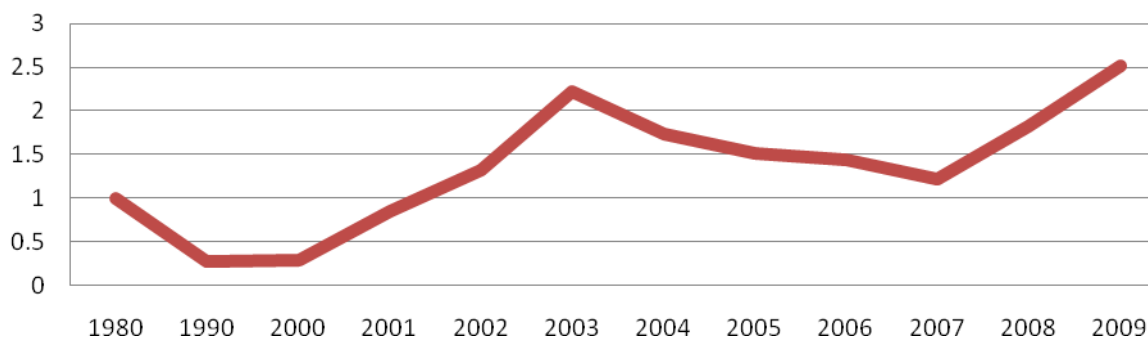
Figure 13 : Pourcentage des flux d'IDE mondiaux vers le Sud et les PAM



Source : Statistique de la CNUCED

Ensemble, les PAM ont obtenu seulement 2,5 % des flux mondiaux en 2009, dont presque la moitié à destination de l'Angola. La part des PAM dans les flux mondiaux restent très faible par rapport aux autres pays du Sud. Elle s'est toutefois considérablement améliorée depuis 1990 quand elle se situait à peine à 0,27 %. Cet essor des investissements qui s'est produit ailleurs dans le Sud ne s'est clairement pas manifesté dans les PAM, sauf l'Angola.

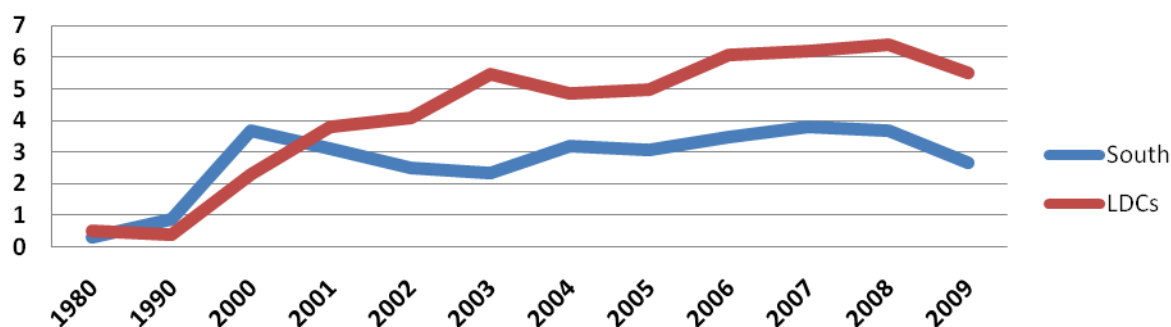
Figure 14 : Pourcentage des flux d'IDE mondiaux vers les PAM



Source : Statistique de la CNUCED

L'impact des investissements à destination des PAM est particulièrement important parce que l'IDE représente une contribution majeure à la formation du capital et au PIB. Les flux d'IDE vers les PAM ne représentent encore qu'une faible part des flux mondiaux d'IDE (3 % en 2009) et des flux vers les pays en voie de développement (6 %). Mais les PAM dépendent de plus en plus du point de vue économique de l'apport d'IDE comme source de PIB, même si on les compare aux autres pays du Sud (Figure 15). L'accueil d'IDE dans les PAM représentait à peine un peu plus que 0,5 % du PIB en 1990, mais a augmenté régulièrement pour atteindre 6,4 % en 2008, puis est retombé en 2009. Les variations de flux intrants d'IDE ont un impact plus que proportionnel sur les économies des PAM. L'effet de l'IDE sur le développement des PAM peut donc être très important.

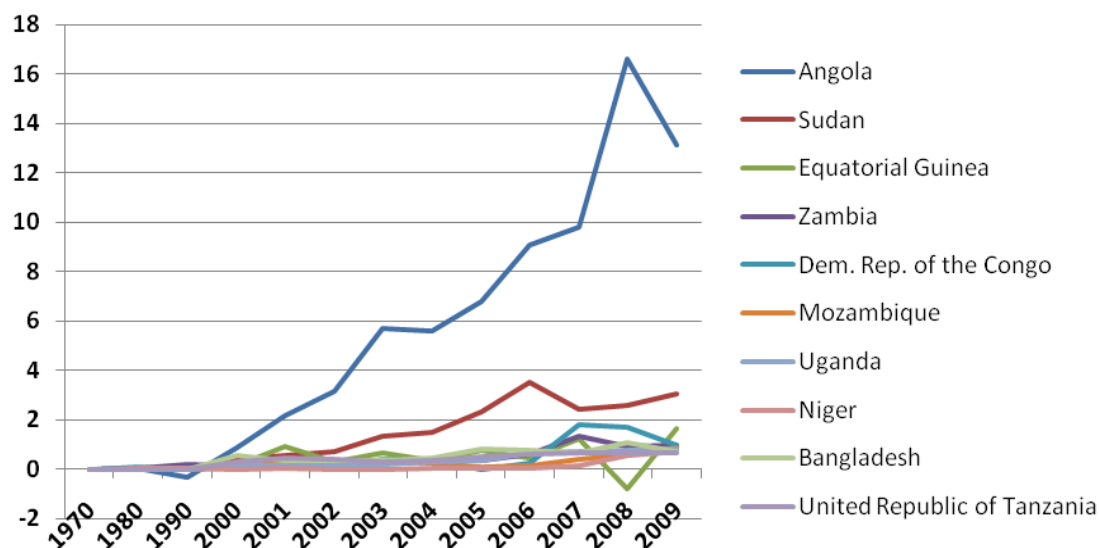
Figure 15 : Flux d'IDE mondiaux vers le Sud et les PAM en pourcentage du PIB



Source : Statistique de la CNUCED

La ventilation des flux d'IDE entre les PAM est inégale. Les flux d'IDE vers les PAM se sont concentrés sur un petit nombre de pays et leur concentration s'est renforcée au cours des dix dernières années. En termes de valeur, les investissements étrangers sont très concentrés dans un petit nombre de pays riches en ressources, parmi lesquels l'Angola en reçoit un montant particulièrement important dans le secteur des hydrocarbures (Figure 16). Mais en termes de nombre de projets, l'IDE est diversifié. Entre 2003 et 2009, sur les plus de 1 200 projets d'investissements dans de nouvelles capacités de production dans les PAM, environ 470 (soit 39 % du total) s'inscrivaient dans la production manufacturière et 530 (44 %) dans le secteur des services. L'IDE est en hausse dans le secteur des communications dans les PAM africains, ce qui permet une certaine diversification. Par contre, l'IDE vers les PAM asiatiques se réalise surtout dans les secteurs manufacturiers et des services comme l'électricité.

Figure 16 : Flux d'IDE vers les dix principaux PAM destinataires (milliards USD)



Source : Statistique de la CNUCED

L'accélération des flux d'IDE depuis les pays en voie de développement vers les PAM les aide à augmenter leurs exportations et leur formation de capital. Au fil des années, l'IDE des pays en voie de développement dans le secteur manufacturier et le tourisme a accéléré la création d'emplois. Mais seulement un tout petit pourcentage des flux totaux d'IDE se consacre à ces deux secteurs. La plus grande partie des flux d'IDE vers les PAM se dirigent vers des projets à forte intensité de capital, surtout dans le domaine des ressources naturelles, et ont un impact réduit sur la création d'emplois.

L'IDE en provenance de la Chine, de l'Inde, de la Malaisie et de l'Afrique du Sud est de plus en plus important pour les PAM. Les investissements en infrastructure des pays asiatiques en Afrique sub-saharienne ont bondi en 2008. La Chine est l'un des principaux fournisseurs d'IDE aux PAM africains, surtout dans le domaine des industries minières et de l'agriculture. Mais parmi les investissements, on trouve également la production manufacturière, la construction et l'infrastructure, des projets que les sociétés européennes et américaines considèrent souvent comme trop risqués. L'Inde est le second investisseur parmi les pays en voie de développement en Afrique, dépassant même la Chine en termes de nombre de projets entre 2003 et 2009. Au cours de cette même période, la Chine a investi un total de 29 milliards USD contre 25 milliards pour l'Inde.

En outre, les pays du Conseil de coopération du Golfe ont récemment accru leurs investissements dans une diversité de secteurs comme les télécommunications, le tourisme, la finance, l'infrastructure, les mines, les hydrocarbures ainsi que l'agriculture. Tous les principaux intervenants dans le secteur des télécommunications en Afrique viennent d'autres pays en voie de développement et peuvent tirer les leçons de leur propre expérience du fonctionnement dans l'environnement particulier du sous-développement. Par ailleurs, le secteur bancaire des PAM obtient de l'IDE en provenance de pays en voie de développement. Les banques du Sud semblent avoir une moindre aversion au risque que leurs collègues des pays avancés et être plus intéressées à investir dans les PAM avec des structures institutionnelles plus faibles.

La grande majorité des investissements dans les PAM prennent la forme de projets dans de nouvelles capacités de production (269 en 2009). Ces projets se concentrent dans le secteur des services (comme les services financiers et commerciaux) et plus de 60 % d'entre eux proviennent d'économies en voie de développement ou en transition. En revanche, en 2008 et 2009, les ventes au titre de fusions et acquisitions internationales se sont avérées négatives parce que la Guinée équatoriale et l'Angola ont vu des retraits importants d'investissements dans le secteur des matières premières (par ex. pétrole) et le secteur bancaire. Mais après la fin des retranchements importants, le produit des fusions et acquisitions internationales a bondi à 1,5 milliards USD pour les cinq premiers mois de 2010.

3,4 Facteurs limitatifs

L'IDE comporte plusieurs obstacles en particuliers pour les PAM. La recherche de profit, la nécessité de réduire les coûts, la responsabilité sociale insuffisante des entreprises (RSE) dans certains cas et la concentration des investissements à but lucratif dans le secteur minier peuvent se combiner pour limiter les avantages éventuels de l'IDE et

renforcer la « malédiction de la richesse en ressources » et le piège de la pauvreté présent dans de nombreux PAM.

L'investissement dans les ressources naturelles et le secteur manufacturier renforce la spécialisation des PAM dans les secteurs traditionnels (produits de base et production manufacturière intensive en main d'œuvre). Les externalités internes en termes de technologie et de savoir faire des investissements dans les secteurs miniers, agricoles, manufacturiers et touristiques, qui fonctionnent souvent comme des enclaves, sont très limitées. Ces investissements ont également un impact restreint de créations d'emplois parce qu'ils sont à forte intensité de capital et/ou emploient des ressortissants des pays investisseurs (surtout dans des postes de direction), sauf dans le secteur manufacturier et (dans une certaine mesure) dans le secteur du tourisme. Les effets d'entraînement en amont et en aval avec l'économie nationale du pays hôte sont également très faibles et l'IDE implique un niveau élevé d'importations. Ceci a pour conséquence que l'amélioration des structures de production internes reste très limitée et que les effets d'apprentissage sur les entreprises et salariés nationaux sont faibles.

Pour attirer plus d'investissements étrangers, les PAM proposent des conditions très favorables aux investisseurs étrangers dans ces secteurs, y compris à ceux ressortissant de pays en voie de développement. Par conséquent, le montant de taxes, redevances et droits versé par les sociétés transnationales impliquées dans des activités du secteur primaire a tendance à être très faible, sauf si l'État détient directement des droits dans les sociétés d'exploitation des ressources naturelles. Les gouvernements de PAM d'accueil ne peuvent capturer qu'une faible partie des rentes liées aux ressources et privent ainsi leurs pays de gains potentiels importants en provenance de ces investissements.

L'IDE à destination des PAM est fortement concentré dans quelques pays. L'IDE à grande échelle dans le secteur agricole des PAM prend souvent la forme d'usurpation de terres, ce qui déloge les petits exploitants agricoles et menace la sécurité alimentaire nationale. Ceci a également tendance à accélérer la dégradation des sols et peut contribuer à l'aggravation de la pauvreté.

De nombreux PAM souffrent de handicaps importants comme la faible taille de leur marché, la faiblesse de l'environnement commercial, le haut niveau de risque perçu, et le manque relatif de compétitivité par rapport à d'autres pays en voie de développement relativement plus avancés. Les investisseurs sondés par l'Enquête de perspectives des investissements mondiaux ne placent aucun des PAM parmi les 30 premières destinations ; et l'Afrique sub-saharienne, qui comprend une grande partie des PAM, a obtenu la note la plus faible en tant que destination pour les investissements futurs. Les PAM pourraient toutefois bénéficier de la reprise mondiale de l'IDE. L'élan des investissements que les sociétés transnationales ont réalisés dans les pays en voie de développement et en transitions concerne principalement la recherche de ressources et de marchés, mais les PAM peuvent potentiellement attirer de l'IDE orienté vers les exportations en profitant de l'accès préférentiel aux marchés des pays avancés. En outre, il serait possible de combler partiellement les lacunes structurelles des PAM si l'aide

officielle au développement pouvait être utilisée plus efficacement en combinaison avec l'IDE.

L'IDE des pays en voie de développement peut être plus efficace que celle des pays avancés en raison de la plus grande similarité de la situation économique et institutionnelle entre le pays fournisseur et le pays d'accueil. De telles similarités rendent l'implantation des sociétés transnationales de pays en voie de développement plus aisée dans les PAM d'accueil, encouragent la création d'emplois et permettent un transfert de technologie et des connaissances plus efficace aux agents locaux.

4. LA COOPÉRATION TECHNIQUE SUD-SUD

Il existe un consensus général au sujet de l'importance des progrès technologiques pour la croissance économique. Les technologies avancées sont susceptibles d'améliorer grandement la productivité en réduisant le coût de production à long-terme. La capacité concurrentielle d'un pays sur le marché dépend en grande partie de son accès à des technologies modernes et adaptées et au savoir-faire technologique.

4.1 Tendances de la coopération technologique Sud-Sud

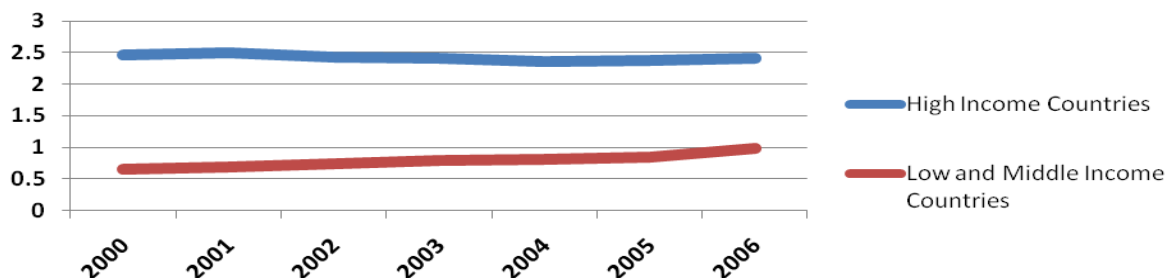
Certains pays du Sud, et tout particulièrement l'Inde, la Chine et le Brésil, ont réalisé des progrès importants dans le domaine de la science et de la technologie. En moyenne, les pays en voie de développement investissent moins d'un pour cent de leur PIB dans la recherche et le développement. Ce chiffre s'établissait à 0,98 pour cent en 2006, par rapport à 2,41 pour cent pour les pays à revenu élevé du CAD-OCDE (Table 1). La différence des chiffres pour les pays riches et pauvres est énorme mais en diminution (Figure 17).

Tableau 1: Dépenses de recherche et développement en pourcentage du PIB

| Type de pays | Indicateur | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|------------------------|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Revenu élevé : OCDE | Dépenses de recherche et développement (% du PIB) | 2,46 | 2,49 | 2,42 | 2,41 | 2,35 | 2,38 | 2,41 | 2,49 | |
| Revenu élevé : OCDE | Demandes de brevets, non résidents | 306270 | 355902 | 359517 | 351287 | 331221 | 394156 | 423991 | | |
| Revenu élevé : OCDE | Demandes de brevets, résidents | 752062 | 752282 | 740810 | 750044 | 777900 | 810774 | 807589 | 824992 | 797680 |
| Revenu faible et moyen | Dépenses de recherche et développement (% du PIB) | 0,65 | 0,69 | 0,74 | 0,78 | 0,81 | 0,84 | 0,98 | | |
| Revenu faible et moyen | Demandes de brevets, résidents | 68852 | 77908 | 79613 | 100512 | 109387 | 146089 | 179535 | | |

Source : Indicateurs du développement dans le monde, janvier 2011

Figure 17 : Dépenses de recherche et développement en pourcentage du PIB



Source : Indicateurs du développement dans le monde, janvier 2011

Les pays émergents du Sud augmentent leurs dépenses de recherche et développement. En 2007, la Chine a consacré 1,49 pour cent de son PIB à la R&D, plus que de nombreux pays de l'OCDE. L'Inde et le Brésil y ont respectivement consacré 0,8 pour cent et 1,02 pour cent de leur PIB. Depuis une trentaine d'année la Chine essaie de se propulser dans l'avenir. D'ici 2015, elle pourrait être le pays avec le plus de chercheurs scientifiques et d'ingénieurs. Elle cherche à consacrer d'ici 2020 une plus grand part de son PIB à la recherche et développement (R&D) que l'Union européenne.

Tableau 2: Dépenses de recherche et développement en pourcentage du PIB

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|-----------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Chine | 0,56 | 0,64 | 0,65 | 0,75 | 0,9 | 0,95 | 1,07 | 1,13 | 1,23 | 1,33 | 1,41 | 1,49 |
| Inde | 0,64 | 0,69 | 0,71 | 0,73 | 0,77 | 0,74 | 0,73 | 0,71 | 0,69 | 0,8 | 0,79 | 0,8 |
| Brésil | 0,72 | | | | 0,94 | 0,96 | 0,91 | 0,88 | 0,83 | 0,97 | 1,02 | |
| Afrique du Sud | | 0,59 | | | | 0,73 | | 0,8 | 0,86 | 0,92 | 0,96 | |
| Malaisie | 0,22 | | 0,4 | | 0,49 | | 0,69 | | 0,6 | | 0,64 | |

Source : Indicateurs du développement dans le monde, janvier 2011

Pour ce qui est des indicateurs dans le domaine de la science et de la technologie, la situation des pays en voie de développement reste bien moins bonne que dans les pays développés. Ils s'améliorent toutefois progressivement. Les Tableaux 3 et 4 présentent plusieurs indicateurs relatifs à la science et technologie pour l'Inde et la Chine. Dans les deux pays, on peut constater une augmentation constante depuis les années 1990 des demandes de brevets, des articles de journaux scientifiques et des exportations de produits de haute technologie, qui signalent tous une évolution importante de leur capacité d'innovation.

Tableau 3: Données relatives à la science et technologie pour l'Inde

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|
| Exportations de haute technologie (% des exportations de produits manufacturés) | 5,12 | 4,76 | 4,09 | 4,26 | 4,76 | 5,57 | 4,82 | 4,66 | 4,93 | 4,74 | 5 | 5,28 | 5,69 |
| Demandes de brevets, résidents | 1661 | 1926 | 2247 | 2206 | 2179 | 2371 | 2693 | 3425 | 4014 | 4521 | 5314 | | |
| Articles de journaux scientifiques et techniques | 9752 | 9618 | 9944 | 10190 | 10276 | 10801 | 11665 | 12461 | 13369 | 14635 | 16741 | 18194 | |
| Techniciens de R&D (par million de personnes) | 112 | | 99,96 | | 86,37 | | | | | | | | |
| Chercheurs en R&D (par million de personnes) | 153,7 | | 116,7 | | 111,2 | | | | | 136,9 | | | |

Source : Indicateurs du développement dans le monde, janvier 2011

Tableau 4: Données relatives à la science et technologie pour la Chine

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|---|--------|-------|--------|-------|-------|-------|--------|-------|--------|--------|--------|--------|
| Exportations de haute technologie (% des exportations de produits manufacturés) | 12,68 | 15,08 | 16,76 | 18,58 | 20,57 | 23,31 | 27,1 | 29,8 | 30,6 | 30,3 | 29,68 | 28,66 |
| Exportations de haute technologie (USD courants) | 19,78 | 24,19 | 28,84 | 40,83 | 48,49 | 68,18 | 107,54 | 161,6 | 214,24 | 271,16 | 336,98 | 381,34 |
| Demandes de brevets, non résidents | | 33670 | 34448 | 42202 | 33491 | 40561 | 48680 | 64798 | 80155 | | | |
| Demandes de brevets, résidents | 12672 | 13751 | 15626 | 25346 | 30038 | 39806 | 56769 | 65786 | 93485 | 122318 | 153060 | 194579 |
| Articles de journaux scientifiques et techniques | 12171 | 13781 | 15715 | 18479 | 21134 | 23269 | 28767 | 34846 | 41604 | 49575 | 56805 | |
| Chercheurs en R&D (par million de personnes) | 476,77 | 389,7 | 422,61 | 548,6 | 581,8 | 630,3 | 665,75 | 710,5 | 852,5 | 926,58 | 1070,9 | |

Source : Indicateurs du développement dans le monde

Un certain nombre de pays du Sud ont réalisé des progrès extraordinaires dans le domaine de la science et technologie. Certains d'entre eux ont progressé notamment au moyen de l'ingénierie inverse. De nombreux pays du Sud bénéficient de considérables connaissances traditionnelles et de techniques et technologies locales sophistiquées dans le domaine de l'agriculture, de la santé, de l'assainissement, de la finance, de fabrication etc., se prêtant très bien à la dissémination et reproduction dans d'autres pays du Sud.

4.2 Les capacités technologiques des PAM

Le niveau de développement des capacités technologiques des PAM est très faible. La plupart de leurs travailleurs utilisent toujours des outils et équipements rudimentaires, ne sont guère formés et éduqués, ont un accès limité aux services financiers et disposent d'une infrastructure insuffisante. Par conséquent, la productivité du travail est faible avec un sous-emploi généralisé. Il faut donc mettre le développement des capacités de production, notamment grâce à des politiques de promotion de l'apprentissage et de l'innovation, au cœur des efforts de développement économique durable et de réduction de la pauvreté dans les PAM.

La faiblesse des capacités technologiques des PAM se voit empirée par le manque de transfert de technologie et leur faible capacité d'absorption. Les enquêtes auprès des entreprises des PAM indiquent qu'elles estiment que les nouvelles machines et équipements sont leurs principales voies d'acquisition de technologie. Et pourtant en

termes réels par habitant, les importations par les PAM de machines et d'équipements sont restées pratiquement au même niveau ces trente dernières années. Non seulement les PAM ne bénéficient guère de transfert de technologie, mais ils n'ont en outre qu'une faible capacité d'absorption de nouvelles technologies. La cause en est la faiblesse des ressources humaines, les faibles niveaux d'éducation et la forte proportion d'exode des talents.

La majorité des PAM restent très spécialisés dans les produits de base non traités et seulement quelques uns parmi eux ont réussi à se diversifier dans les produits manufacturés de technologie simple. C'est pourquoi la main d'œuvre des PAM ne crée que très peu de valeur ajoutée par rapport à d'autres groupes de pays.

4.3 Tendances de la coopération technologique Sud-Sud

Étant donné la plus faible différence de niveau technologique entre les PAM et les autres pays en voie de développement, par rapport aux pays développés, les PAM pourraient tirer de grands bénéfices de l'importation de technologies en provenance d'autres pays du Sud. Ceci pourrait s'avérer rentable sur de multiples plans parce que ces technologies pourraient être relativement moins onéreuses et plus faciles à appliquer en regard du niveau de développement comparable, des conditions climatiques et, souvent, de la proximité culturelle et géographique entre les pays du Sud. Il pourrait donc être plus facile d'adapter des technologies utilisées dans les économies émergentes. Il faut donc activement encourager les relations technologiques Sud-Sud parce qu'elles peuvent être extrêmement positives pour les PAM.

La coopération technologique et technique Sud-Sud devrait mettre l'accent sur trois aspects particuliers. Tout d'abord, elle devrait créer et favoriser l'environnement sur le plan de la politique. Ensuite, elle devrait mettre en place des modifications institutionnelles et systémiques. Et finalement, elle devrait se concentrer sur le développement des ressources humaines et de personnes et chefs de file qui peuvent donner l'exemple du progrès et du changement.

5. LA COOPÉRATION SUD-SUD POUR LE DÉVELOPPEMENT

5.1 Tendances de la coopération Sud-Sud pour le développement

Selon une estimation récente du Comité d'assistance au développement (CAD), les flux totaux nets d'aide au développement en provenance de pays n'appartenant pas au DAC se situent entre 12 et 14 milliards USD en 2008 (Table 5). Mais d'après un rapport du Secrétaire général des Nations Unies¹⁴, la coopération Sud-Sud pour le développement a rapidement augmenté pour atteindre 16,2 milliards USD en 2008, soit une hausse de 63 % par rapport à 2006. Ce qui a permis une telle croissance est la prise de conscience des pays du Sud qu'ils ont un rôle à jouer dans l'économie mondiale, la forte croissance économique, et la reprise rapide suite à la crise économique mondiale.

Tableau 5: Estimation des flux d'aide au développement en provenance de certains pays n'appartenant pas au CAD (millions USD)

| Pays | Estimation haute | Estimation basse | Année | Source |
|---|------------------|------------------|------------|---|
| 19 pays donnant des informations au CAD | 8 679 | 8 679 | 2008 | Statistiques OCDE/CAD |
| Brésil | 437 | 437 | 2007 | Rapport du CAD sur la coopération pour le développement, estimations de fonctionnaires brésiliens |
| Chine | 1 800 | 3 000 | 2008 | Annuaire fiscal, Ministère des finances, Chine Estimation haute, D. Brautigam. |
| Inde | 610 | 610 | 2008/ 9 | Rapports annuels, Ministère des affaires étrangères, Inde |
| Afrique du Sud | 109 | 109 | 2008/ 9 | Estimations des dépenses publiques de 2009, Affaires étrangères, Trésor de l'Afrique du Sud. |
| Total estimé | 11 834 | 13 034 | | |

Source : Statistiques CAD, OCDE

Un certain nombre de pays n'appartenant pas au CAD lui communiquent des informations sur leur aide au développement. Le Tableau 6 indique que l'aide au développement de la part de **pays n'appartenant pas au CAD** a considérablement augmenté. Parmi les **donateurs arabes**, les chiffres de l'Arabie saoudite sont particulièrement frappants. Avec une contribution s'élevant à 5,56 milliards USD en 2008, elle dépasse les montants d'APD cumulée de quinze des 23 pays du CAD. En outre, il se peut que l'aide arabe en général soit sous-estimée. Dans le cas des Émirats arabes unis par exemple, les chiffres ne comprennent que les décaissements du Fond d'Abu Dhabi pour le développement et excluent ceux d'autres parties du gouvernement.

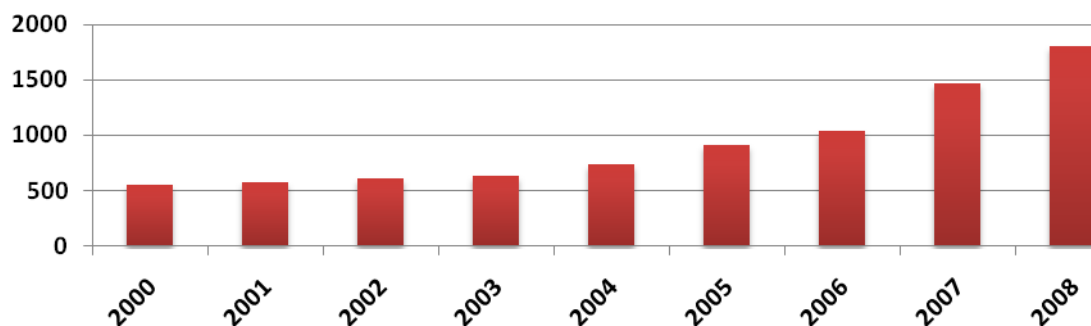
¹⁴ Rapport du Secrétaire général au FCD de l'ECOSOC E/2010/93

Tableau 6: Décaissements nets d'APD en provenance d'autres fournisseurs de coopération pour le développement qui communiquent des informations au CAD-OCDE (millions USD courants)

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------|
| Donateurs émergents | | | | | |
| <i>Membres de l'UE</i> | | | | | |
| Chypre | - | 15,2 | 26 | 34,9 | 37,4 |
| République tchèque | 108,2 | 135,1 | 160,9 | 178,9 | 249,2 |
| Estonie | 4,9 | 9,5 | 14,1 | 16,2 | 22 |
| Hongrie | 70,1 | 100,3 | 149,5 | 103,5 | 106,9 |
| Lettonie | 8,3 | 10,7 | 11,9 | 15,9 | 21,9 |
| Lituanie | 9,1 | 15,6 | 25 | 47,6 | 47,9 |
| Pologne | 117,5 | 204,8 | 296,8 | 362,8 | 372,4 |
| Roumanie | - | - | - | - | 122,9 |
| République slovaque | 28,2 | 56,1 | 55,1 | 67,2 | 91,9 |
| Slovénie | - | 34,7 | 44 | 54,1 | 67,6 |
| Autres donateurs émergents | | | | | |
| Islande | 21,2 | 27,2 | 41,5 | 48,2 | 48,4 |
| Israël | 83,9 | 95,4 | 89,9 | 111 | 137,9 |
| Liechtenstein | - | - | - | 19,7 | 23,3 |
| Turquie | 339,2 | 601 | 714,2 | 602,2 | 780,4 |
| Fournisseurs de coopération Sud-Sud | | | | | |
| Taipei chinois | 421,3 | 483 | 513 | 514 | 435,2 |
| Thaïlande | - | - | 73,7 | 67 | 178,5 |
| Donateurs arabes | | | | | |
| Koweït | 160,9 | 218,5 | 158 | 110,1 | 183,2 |
| Arabie saoudite | 1 734,10 | 1 004,80 | 2 094,70 | 2 078,70 | 5 564,10 |
| Émirats arabes unis | 181,4 | 141,3 | 218,8 | 429,4 | 88,1 |
| Total | 3 288,40 | 3 153,20 | 4 687,10 | 4 861,40 | 8 679 |

Source : Statistiques CAD, OCDE

Figure 18 : Décaissement d'aide à l'étranger de la Chine (millions USD)



Source : Annuaire fiscal, Ministère des finances, Chine

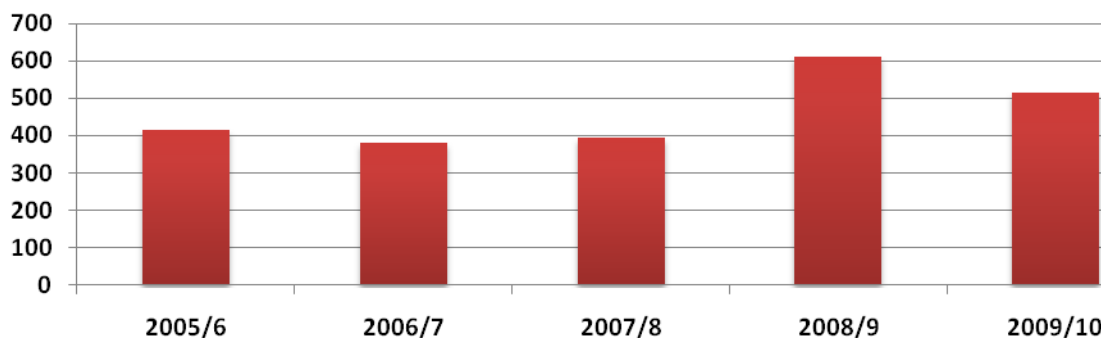
Selon l'Annuaire fiscal publié par le Ministère des finances, la Chine a décaissé presque 2 milliards USD à des fins d'aide à l'étranger en 2008 (Figure 18). Ceci comprend des subventions, des prêts à taux nul et des subventions pour des prêts bonifiés, mais exclut les prêts bonifiés et l'allègement de la dette, lesquels, si on les inclut, ferait bondir

l'assistance chinoise à 3 milliards USD¹⁵. La Chine apporte son assistance à plus de 50 pays africains, mais la plus grande partie de l'aide est destinée à l'Asie, la Corée du Nord détenant le premier rang parmi les bénéficiaires. La Chine est particulièrement impliquée dans des projets d'infrastructure en Afrique, notamment de routes, aéroports, ports, centrales électriques, conservation des eaux, télécommunications, ainsi que des projets miniers, agricoles et industriels. En 2009, la Chine a promis d'aider l'Afrique dans des domaines comme le changement climatique, la science et la technologie, l'agriculture, la santé et l'éducation.

L'Inde reste profondément engagée envers le développement des PAM. Elle a fourni un aide au développement considérable aux PAM aux fins de renforcement des capacités, de développement industriel et d'incubation de l'expertise technique promouvant la croissance durable à long terme dans ces pays. À ce jour, l'Inde a fourni un montant cumulatif de plus de 7,6 milliards USD sous forme de lignes de crédit aux pays en voie de développement, y compris les PAM, ce qui a eu un impact important sur la réalisation de projets à grande échelle et sur la promotion du commerce et des investissements dans les PAM.

Le Programme indien de coopération technique et économique (ITEC) et le Programme spécial du Commonwealth pour l'assistance à l'Afrique (SCAAP), qui visent surtout à partager les expériences, transférer la technologie et renforcer les capacités, représentent un volet important du partenariat et de la coopération que l'Inde a établi avec le monde en développement. Ces programmes ont lancé un certain nombre de projets bilatéraux en 2009-2010, tout particulièrement dans le domaine de la technologie de l'information (TI), le développement des petites et moyennes entreprises (PME), les travaux publics et la formation professionnelle. Ces projets au titre de la coopération bilatérale mettent l'accent sur la mise en place de l'infrastructure physique et les capacités nécessaires en vue d'assurer la durabilité à long terme des projets en cours¹⁶.

Figure 19 : Total des programmes annuels d'aide et de prêts de l'Inde, 2005-2010 (millions USD)



Source : Ministère des affaires étrangères, Inde, Rapports annuels 2005-06, 2006-07, 2007-08, 2008-09, 2009-10 (<http://meaindia.nic.in>).

¹⁵ D. Brautigam, "The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa", p.169.

¹⁶ Rapport annuel 2009-2010, Ministère des affaires étrangères, New Delhi, <http://meaindia.nic.in/meaxpsite/annualreport/22ar012010.pdf>

Le programme d'aide et de prêt de l'Inde, selon le Ministère des affaires étrangères, est passé de 392,6 millions USD pour l'exercice 2007/8 à un montant estimé à 609,5 millions en 2008/9 (Figure 19). Le Tableau indique vers quelles principales destinations s'est dirigée l'aide indienne au cours des quatre dernières années. L'Inde a été active dans les projets d'infrastructure dans les PAM asiatiques et, plus récemment, également en Afrique.

Tableau 7: Principales destinations des programmes d'aide et de prêts de l'Inde (hors lignes de crédit, millions USD courants*)

| Pays/Région | 2005/6 | 2006/7 | 2007/8 | 2008/9 | 2009/10 |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Bhoutan | 250,1 | 131,5 | 168,4 | 277,9 | 284,55 |
| Bangladesh | 11,5 | 4,9 | 13,8 | 116,3 | 0,82 |
| Népal | 14,6 | 51 | 23 | 96,5 | 32,78 |
| Sri Lanka | 5,5 | 6,8 | 6,5 | 49,7 | 17,48 |
| Myanmar | 4,9 | 9,7 | 4,6 | 26 | 12,02 |
| Maldives | 2,9 | 1,5 | 4,5 | 21,9 | 0,76 |
| Pays africains | 13,5 | 4,9 | 11,5 | 8,1 | 27,32 |
| Mongolie | | | | | 27,32 |
| Afghanistan | | | 100 | 6,9 | 62,72 |
| Asie centrale | | | 4,6 | 4,3 | 4,37 |
| Pays d'Amérique latine | | | 0,4 | 1,4 | 0,44 |
| Autres pays | 111,5 | 108,1 | 55,3 | 0,5 | 44,92 |
| TOTAL | 414,5 | 381,4 | 392,6 | 609,5 | 515,5 |

* Convertis de roupies en USD selon les taux de change moyens annuels publiés par la Federal Reserve des États-Unis pour 2006 (45,2 roupies par USD), 2007 (41,2 roupies par USD) et 2008 (43,4 roupies par USD) et 2009 (45,75 roupies par USD).

Source : Ministère des affaires étrangères, Inde, Rapports annuels 2005-06, 2006-07, 2007-08, 2008-09, 2009-10 (<http://meaindia.nic.in>).

La coopération financière et technique brésilienne s'élève, selon les estimations, à 437 millions USD en 2007, en progrès par rapport à 365 millions en 2006. More than 90 per cent of this was delivered through multilateral channels. La coopération technique, coordonnée par l'Agence brésilienne pour la coopération (ABC), s'est élevée à 28 million en 2008, et a financé 236 projets dans 46 pays.

L'aide au développement de l'Afrique du Sud s'est élevée à 109,4 millions USD pour l'exercice fiscal 2008/9, par rapport à 62,6 millions en 2007/8. Ceci comprend l'aide apportée par le Fond de renaissance africaine et de coopération internationale, ainsi que les contributions considérées comme de l'APD aux organisations multilatérales. Les chiffres du Tableau 8 proviennent du rapport sur les dépenses des affaires étrangères publié par le Trésor national de la République d'Afrique du Sud. Les Initiatives de développement spatial de l'Afrique du Sud cherchent surtout à promouvoir l'infrastructure et l'activité industrielle durable dans les domaines enregistrant les plus forts taux de pauvreté et de chômage.

Tableau 8: Estimations des dépenses publiques de 2009 au titre des programmes d'assistance de l'Afrique du Sud, transferts internationaux (millions USD courants)

| | Résultats apurés | | | Crédits ajustés | Estimations à moyen terme | | |
|--|------------------|-------------|-------------|-----------------|---------------------------|-------------|--------------|
| | 2005/6 | 2006/7 | 2007/8 | 2008/9 | 2009/10 | 2010/11 | 2011/12 |
| Fond de renaissance africaine et de coopération internationale | 14,8 | 21,3 | 36,4 | 83,1 | 75,1 | 51,2 | 73,2 |
| Union africaine | 15,5 | 12,1 | 13,4 | 14,6 | 18,2 | 18,9 | 18,1 |
| Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique | 4,4 | 4,3 | 3,6 | 3,8 | 3,9 | 4,1 | 4,1 |
| Autres organisations internationales | 0,1 | 0,6 | 0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Communauté de développement de l'Afrique australe | 2,9 | 3,6 | 3,6 | 3,7 | 3,8 | 4 | 4 |
| ONU (12 %) | 1 | 1,1 | 1,3 | 1,1 | 1,3 | 1,3 | 1,2 |
| Aide humanitaire | 2,7 | 2,5 | 4,1 | 2,9 | 3 | 3,1 | 3,1 |
| PNUD en Afrique australe | 0,1 | 0,9 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les handicapés | - | - | - | 0 | 0 | 0 | 0 |
| UNICEF | 0,5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 42 | 46,3 | 62,6 | 109,4 | 105,5 | 82,9 | 103,9 |

Source : Estimations des dépenses publiques de 2009, Affaires étrangères, Trésor de l'Afrique du Sud.

(<http://www.treasury.gov.za/documents/Estimates%20of%20Public%20Expenditure/2009/default.aspx>)

5.2 Coopération triangulaire

Les donateurs traditionnels cofinancent de nombreux programmes de coopération Sud-Sud dans le cadre de la coopération triangulaire, selon lequel des donateurs appartenant au Comité d'aide au développement (CAD) financent des projets réalisés par des institutions du Sud. La coopération triangulaire pour le développement est axée principalement sur la coopération technique parce que les institutions du Sud ne semblent pas détenir l'expertise nécessaire pour répondre aux besoins des pays en voie de développement. Parmi les 23 pays donateurs du Comité d'aide au développement, 16 ont participé à des projets de coopération triangulaire. Les banques multilatérales de développement, les organismes des Nations Unies et les fournisseurs d'aide au développement du Sud utilisent également de plus en plus cette formule. Il est nécessaire

d'obtenir plus d'informations pour pouvoir quantifier les montants et de mener une analyse de l'envergure, de la qualité et de l'impact de la coopération triangulaire pour le développement.

5.3 Avantages comparatifs de la coopération Sud-Sud pour le développement

La coopération Sud-Sud pour le développement se concentre par secteur et s'adresse principalement aux secteurs productifs et de l'infrastructure. Le développement de l'infrastructure représente une grande proportion de la coopération Sud-Sud. En Afrique, on estime que les pays ne faisant pas partie de l'OCDE ont engagé annuellement 2,6 milliards USD dans l'infrastructure entre 2001 et 2006, et que ce financement a continué d'augmenter en 2007 et 2008. La Chine, l'Inde et les États arabes sont les pays du Sud qui contribuent le plus à l'infrastructure africaine.

La coopération Sud-Sud pour le développement entraîne l'augmentation du commerce et des flux d'investissements entre les pays en voies de développement donateurs et les PAM bénéficiaires. Elle joue souvent un rôle de catalyseur qui démultiplie les opérations commerciales, comme les mécanismes de « ressources naturelles contre infrastructure » principalement adoptés par la Chine dans les pays africains. La Chine bâtit des infrastructures (comme des routes, des ponts ou des centrales thermiques) dans les pays africains en échange de contrats à long terme lui assurant la fourniture de matières premières (comme du pétrole, des minerais ou des produits agricoles) sous la forme d'exportations vers la Chine. Dans certains cas, les gouvernements des pays en voie de développement subventionnent (avec des crédits préférentiels par exemple) leurs sociétés nationales qui échangent avec ou investissent dans les PAM¹⁷.

Environ deux tiers de l'assistance du Sud prend la forme de prêts à des conditions de faveur selon les politiques et priorités des pays récipiendaires et le troisième tiers est fourni sous la forme de subventions. Ces prêts ne comportent pas de risques d'entraîner un endettement insoutenable pour le destinataire en raison de leur nature préférentielle. Pour ce qui est de leur ventilation sectorielle, l'assistance des pays du Sud est équilibrée et se partage entre l'infrastructure, les secteurs de production et les secteurs sociaux. Elle contribue également à changer les priorités des programmes pour que les pays puissent répondre aux nouveaux défis émergents. Certains pays distribuent presque toute leur assistance sous la forme d'un appui budgétaire direct, tandis que d'autres le font sous la forme d'aides extrabudgétaires.

La coopération médicale Sud-Sud a pris son essor ces dernières années. La coopération bilatérale s'attache à la prestation de services de santé avec le renforcement des ressources humaines, le développement de systèmes de santé et la fourniture d'installations et d'infrastructures médicales. On constate une collaboration scientifique et technologique de plus en plus importante ainsi que la recherche commune sur les questions de santé. Le secteur privé joue également un rôle moteur dans le développement, la commercialisation et la distribution d'intrants médicaux à bas prix. Bien que le potentiel soit immense, le manque de ressources d'appui dans le secteur

¹⁷ Rapport sur les pays les moins avancés, 2010, CNUCED

public et la prédominance des sociétés multinationales dans l'approvisionnement mondial imposent certaines limites.

Dans le secteur de l'agriculture, la coopération Sud-Sud comporte une longue tradition d'appui en matière de partage d'expériences de politiques et de technologies appropriées en vue de stimuler la productivité agricole. Ce domaine offre un potentiel important parce que les pays donateurs et bénéficiaires partagent des caractéristiques pédologiques, météorologiques et écologiques similaires. La Chine et l'Inde ont toutes les deux annoncé récemment de fortes expansions de leur coopération agricole avec les pays du Sud.

L'aide Sud-Sud au développement est relativement facile à prévoir parce qu'environ les trois-quarts en sont décaissés en cours de l'exercice prévu, ce qui facilite la bonne planification budgétaire. Les projets au titre de l'aide Sud-Sud au développement semblent également se réaliser plus rapidement que ceux financés par les donateurs du CAD. La coopération Sud-Sud pour le développement est pratiquement dénuée de conditionnalité de politique. Elle est toutefois en général liée à l'achat de biens et services auprès du pays donateur, surtout en ce qui concerne la coopération technique et l'aide d'urgence.

La coopération Sud-Sud pour le développement est relativement rarement évaluée au-delà de la vérification du respect des délais et de l'achèvement des projets. Ceci limite le nombre de missions et d'études et réduit les coûts opérationnels pour les gouvernements des pays qui gèrent les programmes, mais peut limiter les horizons à long terme en ce qui concerne la durabilité et l'impact des projets sur le développement ¹⁸.

Depuis quelques années, la coopération Sud-Sud et triangulaire s'est adaptée pour répondre aux nouveaux problèmes émergents comme le changement climatique, l'énergie et l'environnement. La détérioration de l'économie mondiale au cours des années récentes a paradoxalement créé un certain nombre de nouvelles occasions de coopération Sud-Sud, parce que les pays partenaires cherchent à faciliter leur reprise économique en s'aidant les uns les autres et en utilisant leurs mécanismes innovants de coopération. La coopération Sud-Sud peut aider les PAM à faire face à certains des principaux obstacles qui les confrontent actuellement. Mais l'engagement de partenaires de développement sous forme de coopération triangulaire est vital à cet égard. Parmi les principaux obstacles figurent :

- La vulnérabilité de l'environnement : la coopération Sud-Sud peut aider à répondre aux problèmes de l'environnement avec le partage des connaissances et des meilleures pratiques ainsi que des technologies adaptées d'adaptation.
- Énergie : un certain nombre de pays du Sud disposent d'énormes ressources énergétiques et ont le potentiel de devenir des intervenants clés dans ces secteurs. La coopération dans ce domaine peut assurer la sécurité énergétique pour les pays les moins avancés.
- Eau : la pénurie d'eau est l'une des plus grandes menaces planant sur la planète aujourd'hui, comme l'a clairement montré le Rapport du PNUD sur le

¹⁸ Rapport du Secrétaire général au FCD de l'ECOSOC E/2010/93

développement humain de 2006. La coopération peut aider à assurer la gestion correcte et durable de cette précieuse ressource.

- Infrastructure : de nombreux pays en voie de développement, surtout ceux sans littoral, ne peuvent pas tirer avantage des opportunités présentées par les relations économiques interrégionales parce que leur infrastructure est insuffisante. La construction de réseaux de transport et de commerciaux est l'un des domaines dans lesquels la coopération Sud-Sud peut permettre de grands progrès.
- L'économie du savoir : la science et la technologie et les autres compétences liées au savoir sont de plus en plus indispensables pour assurer la compétitivité et la productivité. Au fur et à mesure que certains pays du Sud améliorent leurs capacités technologiques, les occasions de diffusion technologique Sud-Sud se multiplient également. Mais pour ce faire, il faut disposer des politiques et institutions appropriées.

La plupart des fournisseurs de coopération Sud-Sud au développement ne participent pas aux initiatives d'harmonisation avec les donateurs du CAD, à l'exception de quelques forums régionaux et nationaux. Les contributeurs arabes, par contre, respectent un haut degré d'harmonisation des procédures au sein du Groupe de coordination arabe dont les membres cofinancent des projets en général. L'harmonisation des projets permettraient aux PAM et à leurs partenaires de développement de mieux canaliser le potentiel de développement.

6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Dans leur nouvelle version préliminaire du Programme d'action d'Istanbul, les PAM demandent une Nouvelle Architecture Internationale d'Appui (NAIA) prescrivant des mesures, politiques et mécanismes afin de résoudre quatre problèmes du cercle vicieux des PAM : a) des revenus par habitant extrêmement faibles et des taux de pauvreté extrêmement élevés ; b) le niveau de développement humain et social le plus faible et le niveau le plus élevé de vulnérabilité structurelle et économique ; c) le manque de transformation et progrès structurel ; et d) les lacunes technologiques et scientifiques.

La NAIA s'appuierait sur la reconnaissance par la communauté internationale et toutes les institutions économiques, monétaires et financières internationales que les PAM représentent une catégorie particulière sur la base de l'indice de vulnérabilité des Nations Unies et qu'il faut mettre en lumière leurs besoins spéciaux et la réponse à ces besoins dans tous les forums et négociations internationales. La NAIA devrait également assurer de renforcer officiellement la représentation et la voix des PAM aux fins de prises de décisions et d'établissement de normes dans l'ensemble des institutions, dispositifs, et procédures, qu'ils soient déjà en place ou émergents, y compris le G-20 chargé de la gouvernance mondiale dans le domaine de la finance, du commerce et de l'environnement.

Les PAM ont indiqué certaines priorités principales dans leur version préliminaire du Programme d'action d'Istanbul. Il s'agit de :

- a) La capacité productive dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services, de l'infrastructure et de l'énergie, de la science et de la technologie et de la technologie de l'information et des communications.
- b) La sécurité agricole alimentaire et le développement rural
- c) Les produits de base
- d) Le commerce
- e) Le développement humain et social, l'éducation, les soins de santé primaire, le développement de la jeunesse, le logement, l'eau et l'assainissement
- f) La résistance aux crises et autres problèmes émergents
- g) Le changement climatique
- h) Les ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités

Les priorités indiquées dans le nouveau Programme d'action pour les PAM visent une transformation structurelle et un développement durable dans les PAM. Ces priorités exigeraient des politiques et engagements précis, concertés, coordonnés et cohérents de la part des partenaires de développement et des mesures correspondantes de la part des PAM.

Il est important que les pays du Sud en mesure de le faire participent à la mise en œuvre de la Nouvelle architecture internationale d'appui (NAIA) et les priorités clés identifiées par les PAM. Tout particulièrement, les pays en voie de développement pourraient envisager de contribuer à et d'adapter les dispositifs et mécanismes régionaux et globaux

d'appui aux PAM et annoncer des partenariats pour des secteurs spécifiques ou avec des pays particuliers à l'occasion de la conférence. Ils devraient également se solidariser avec les PAM et les aider à négocier des décisions ambitieuses, tournées vers l'avenir et débouchant sur des résultats en faveur d'une telle architecture disposant d'une surveillance suffisante et efficace de la part des institutions mondiales et régionales.

6.1 Commerce

Étant donné la proximité géographique et les complémentarités croissantes entre les pays du Sud, il existe un énorme potentiel de renforcement de l'intégration régionale grâce au commerce régional Sud-Sud et aux accords d'intégration. En complément de la libéralisation du commerce régional, il faut apporter du financement et des capitaux pour bâtir les infrastructures nécessaires aériennes, ferroviaires, routières et maritimes de transport et il faut adopter des mesures favorisant l'entrée de nouveaux intervenants sur le marché au moyen de normes, de tests de produits et d'évaluations de conformité, et de reconnaissance mutuelle des qualifications.

La coopération Sud-Sud devrait mettre l'accent, en plus des efforts internationaux comme l'initiative Aide pour le commerce, sur le renforcement des capacités commerciales, la diversification des produits, la contribution de valeur ajoutée dans les PAM et l'atténuation des coûts d'ajustements encourus par les PAM en raison des réformes et de la libéralisation du commerce. Ceci pourrait également jouer un rôle crucial pour permettre des améliorations de compétitivité dans les secteurs traditionnels des produits de base, la diversification verticale et horizontale dans les pays qui dépendent des produits de base, et l'atténuation de l'impact à court terme des « chocs » liés aux produits de base au niveau national.

Il importe que les accords de commerce régionaux, sous-régionaux et interrégionaux prévoient un accès réel, effectif et supplémentaire aux marchés pour les exportations des PAM, non seulement grâce à des réductions tarifaires mais également en apportant des solutions aux obstacles à l'entrée sur les marchés comme les BNT, et notamment la simplification des règles d'origine, en particulier celles relatives au cumul régional ou interrégional, afin de multiplier les possibilités commerciales à la disposition des PAM à différents stades de production et de diversification des exportations.

Un certain nombre de pays en voie de développement ont accordé au PAM l'accès à leurs marchés en franchise de tarifs et de quotas. Les pays en voie de développement qui ne l'ont pas encore fait et sont en mesure de le faire devrait accorder un tel accès à tous les produits en provenance des PAM dès que possible.

Les pays en voie de développement devraient publier des informations sur leurs régimes d'accès au marché. Les barrières non tarifaires limitent également l'accès aux marchés du Sud. Il faut les éliminer pour permettre aux PAM de profiter pleinement des régimes d'accès aux marchés en franchise de tarifs et quotas.

Une étude de la CNUCED suggère qu'une réduction tarifaire uniforme de 50 % au sein du SGPC pourrait permettre des gains de 20 milliards USD en raison de la création et du

détournement de commerce. Les pays en voie de développement devraient donc envisager des réductions supplémentaires des tarifs à l'intérieur du SGPC avec une assistance particulière et des mécanismes appropriés de protection pour les PAM.

6.2 Les investissements directs étrangers

Les PAM et les pays du Sud tout comme ceux du Nord devraient s'efforcer d'améliorer l'impact de l'IDE Sud-Sud grâce à des mesures dans les pays investisseurs et les pays d'accueil et à différents accords entre les sociétés transnationales du Sud et les gouvernements des PAM hôtes.

Les PAM devraient utiliser les flux actuels d'IDE pour renforcer leur infrastructure ainsi que leurs capacités de production et tirer pleinement parti des occasions d'acquisition de connaissances et de plus-values.

Les PAM devraient chercher à attirer plus d'IDE dans les domaines prioritaires pour leur développement, peut-être conjointement avec de l'APD. Dans tous les secteurs de l'économie, les PAM devraient s'efforcer de créer des politiques habilitantes et un cadre réglementaire qui sont indispensables pour attirer les investissements nationaux et internationaux. L'aide Sud-Sud au développement peut potentiellement répondre aux problèmes structurels des PAM et d'aider à attirer des IDE orientés vers les exportations. En outre, l'aide au développement peut stabiliser les arrivées de capitaux étrangers dans les PAM en période de variabilité de l'IDE.

Les PAM devraient bâtir l'infrastructure économique nécessaire pour être en mesure d'exploiter le potentiel économique qu'offre l'IDE. L'infrastructure dans les domaines du transport, de l'énergie, des communications etc. est un préalable à la production et à l'accès aux marchés internes et internationaux. Comme les besoins en investissement sont bien plus importants que l'investissement public possible ou l'APD, les PAM devraient encourager l'IDE dans l'infrastructure. Ce secteur présente un potentiel important de mobilisation publique-privée et de partenariat pour la promotion de l'IDE.

Les pays en voie de développement comme la Chine et les producteurs de pétrole du Moyen-Orient engrangent de plus en plus de réserves financières et ont établi des fonds souverains qui peuvent être investis à l'étranger. Il faudrait élaborer à cet égard des dispositifs pour stimuler les investissements dans les PAM en provenance de ces fonds.

Les partenaires de développement y compris les partenaires du Sud devraient adopter un régime préférentiel d'investissement qui encourage leurs entreprises à investir dans les infrastructures et les capacités de production des PAM. Ces incitations pourraient prendre différentes formes, dont entre autres :

- exonérations fiscales pour les entreprises investissant dans les secteurs prioritaires des PAM,
- garanties des investissements et du risque de crédit
- programmes de partenariat pour le transfert de technologie en encourageant des liens entre les entreprises nationales et étrangères afin de maximiser son impact.

- amélioration de la capacité des entreprises locales à participer aux chaînes de valeur mondiales
- dispositions relatives à la capacité de production et à l'infrastructure dans les Accords internationaux d'investissement (AII)
- distribution de l'information sur les opportunités d'investissements dans les PAM à des entreprises appropriées dans les pays fournisseurs d'investissements
- encourager les multinationales à divulguer les informations d'entreprise au sujet de leurs investissements dans les PAM

Il faut que les pays d'origine et les pays d'accueil déterminent de telles incitations en étroite collaboration.

De nombreux pays africains et asiatiques ont bénéficié d'une forte valeur ajoutée et rétention de profits dans le secteur des ressources naturelles. Il serait possible d'en faire de même dans les PAM riches en ressources naturelles. Les pays en voie de développement qui investissent dans les PAM ou en importent des ressources naturelles devraient chercher à augmenter les contenus locaux de ces activités.

6.3 Coopération technique et technologique

La conjoncture économique et sociale actuelle présente des occasions d'encourager le partage mutuel des connaissances entre tous les partenaires. L'apprentissage Sud-Sud est essentiel pour permettre à tous les pays à différents stades de développement de renforcer leurs capacités en partageant leurs expériences et l'apprentissage, en échangeant leurs connaissances et en transférant la technologie et les compétences - tous sont des volets importants de la coopération Sud-Sud. Les professionnels et experts techniques du Sud doivent partager leur expérience non seulement au niveau des pays mais également au niveau régional et mondial afin de faciliter l'apprentissage mutuel et le renforcement des capacités.

La coopération technique est une composante importante de la coopération Sud-Sud pour le développement. Elle se compose du partage des connaissances et de l'expérience, de la formation et du transfert de technologie. L'apport continu d'enseignants, de personnel médical, d'experts agricoles et d'ingénieurs a fourni un noyau d'expertise dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de la protection de l'environnement et de l'ingénierie dans les PAM.

Les pays du Sud devraient partager et reproduire leurs expériences respectives pour découvrir une « solution du Sud » pouvant compléter les solutions mondiales pertinentes et qui serait adaptée aux besoins et à la situation spécifique du Sud, comme la dégradation de l'environnement, les soins de santé, la sécurité alimentaire et énergétique et la fracture numérique. Il faudrait mettre en place des institutions performantes comme des « centres technologiques et techniques régionaux et sous-régionaux » pour le partage des expériences et des modèles au niveau régional et interrégional. Ces institutions devraient faire appel à la participation des gouvernements, du secteur privé et de la société civile. Par exemple, pour résoudre le problème de la santé dans une région en

développement, une base de données Sud-Sud unique et intégrée pourrait réunir l'expertise de l'Inde dans le domaine des médicaments à bas prix¹⁹.

Les pays du Sud peuvent jouer un rôle important dans l'apport de ressources financiers et techniques pour l'apprentissage technologique et l'innovation dans les secteurs agricoles et non agricoles, et pour aider les pays à obtenir des technologies plus efficaces et respectueuses de l'environnement. Comme l'IDE est l'un des principaux véhicules de transfert de technologie, l'IDE en provenance des pays en voie de développement devrait faciliter le transfert de technologie et d'apprentissage technique aux PAM.

Il existe un certain nombre de succès dans le domaine de l'application de la science et technologie et du savoir-faire technique au processus de développements des pays en voie de développement. Parmi ceux-ci figurent la connaissance traditionnelle de médicaments et des écosystèmes, l'utilisation durable des ressources et la connaissance acquise grâce à des expériences sociales plus modernes comme les vaccinations à grande échelle ou les programmes de soins de santé. Les pays du Sud devraient échanger leurs expériences relatives à l'élaboration et à la mise en place de politiques et stratégies dans le domaine de l'orientation scientifique et du transfert et du renforcement de la technologie dans le cadre de leurs propres objectifs, besoins et capacités de développement. Les pays du Sud devraient participer activement au projet de « banque technologique pour les PAM » qui pourrait servir de plateforme pour l'obtention et la dissémination de technologies modernes et adaptées aux PAM.

Les pays du Sud sont particulièrement actifs dans le domaine de la technologie propre et respectueuse du climat. Ils devraient encourager le passage direct à des technologies vertes respectueuses du climat dans les PAM. Il serait possible de commercialiser de nombreux produits énergétiques renouvelables et systèmes d'efficacité énergétique dans les PAM à des conditions favorables.

Les gouvernements des pays en voie de développement devraient chercher à mettre en place ou renforcer des accords appropriés pour encourager ou préserver la coopération et la communication entre les entreprises publiques et les institutions de leur propre pays et d'autres pays en voie de développement, tout particulièrement les PAM dans le but de promouvoir une collaboration technique plus étroite.

L'article 66.2 des ADPIC exige que les pays développés accordent des incitations au transfert de technologie aux PAM. Les pays en voie de développement peuvent aussi apporter un appui similaire aux PAM. Il faudrait accorder ces incitations, grâce par exemple à des allègements fiscaux et des subventions, aux entreprises et institutions qui cherchent spécifiquement à faciliter le transfert de technologie aux entreprises des PAM.

De nombreux PAM devraient donner la priorité à la promotion d'une révolution verte pour les produits alimentaires de base. De toute importance seront les capacités de recherche technologique indispensables pour identifier les technologies existantes

¹⁹ Vaidyanathan R (2008). Miméo CNUCED

pertinentes et les capacités de conception et d'ingénierie nécessaires pour créer de nouvelles installations et améliorer les produits et procédés.

L'aide Sud-Sud de coopération au développement devrait viser la R&D agricole dans les PAM. Bien que l'agriculture soit le principal moyen d'existence dans les PAM, l'intensité de la recherche agricole actuelle (à savoir la part de la recherche agricole dans le PIB agricole) n'est que de 0,47 pour cent. Ce chiffre s'élève à 1,7 pour cent dans les autres pays en voie de développement. L'intensité de recherche agricole dans les PAM est bien en dessous du seuil de 1,5 à 2 pour cent recommandé par certaines institutions internationales. En outre, ce faible niveau témoigne d'un grave déclin de la recherche agricole dans les PAM depuis la fin des années 1980, quand ce chiffre atteignait 1,2 pour cent.

Ce sont les entreprises qui réalisent l'essentiel de l'apprentissage et de l'innovation technologique en dehors du secteur agricole. Mais dans de nombreux PAM, de telles entreprises n'existent pas ou sont faibles. L'une des priorités des PAM devrait donc consister à transformer les petites activités informelles en petites entreprises organisées, et leur apporter un appui en vue de devenir des sociétés plus importantes plus aptes à développer des compétences technologiques et à innover.

6.4 Coopération pour le développement

Bien que plusieurs pays en voie de développement aient augmenté leur aide au développement, elle reste très faible. Ils devraient donc renforcer leurs flux financiers vers les PAM tout en diversifiant les sources de financement. Ils peuvent également réserver une part importante de leur aide publique au développement à l'intention des PAM et leur assigner un ordre de priorité pour cette coopération.

L'attribution de financement au titre de l'aide au développement devrait être juste et équitable et ne pas seulement répondre aux intérêts commerciaux et politiques des pays donateurs. L'aide liée n'est pas toujours la forme la plus efficace d'aide publique au développement. L'accent sur les prêts contribue à l'augmentation de la dette. L'aide financière devrait se canaliser vers des programmes particuliers des PAM. L'appui devrait viser surtout l'agriculture, le renforcement des capacités de production et le développement de l'infrastructure.

Les pays en voie de développement peuvent contribuer activement à un certain nombre de mécanismes innovants de financement puisque plusieurs d'entre eux participent déjà activement à des initiatives volontaires. Parmi ces initiatives on trouve l'Initiative mondiale d'action contre la faim, le Groupe de promotion des taxes de solidarité pour le développement, et le Fonds Inde-Brésil-Afrique du Sud.

Un certain nombre de pays en voie de développement prennent également part aux initiatives d'allègement de la dette, à la fois sur le plan bilatéral et multilatéral. La plupart des pays du Sud peuvent envisager d'accorder un allègement de la dette des PAM.

Le nombre relativement important de donateurs complique la gestion et la réalisation de l'assistance. Il est important de créer des synergies entre les flux d'aide publique Sud-Sud et Nord-Sud.

Il faudrait mettre l'accent sur des initiatives comme celle de la Banque du Sud, en tant que concept régional et interrégional. La Banco del Sur, créée en décembre 2007 par plusieurs pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Équateur, Paraguay et la République bolivarienne du Venezuela) représente une première étape concrète en vue de promouvoir la coopération financière et monétaire entre ces pays dans le but d'appuyer leurs échanges, investissements et développement mutuels. De même, le Fonds du Sud pour le développement et l'aide humanitaire, lancé à l'occasion du second Sommet du Sud, pourrait appuyer utilement le dynamisme Sud-Sud. Ils pourraient également établir des couloirs de développement régional.

Des initiatives comme celles du Réseau mondial de banques d'import-export et d'institutions de financement du développement (GNEXID) promu sous les auspices de la CNUCED, pourraient jouer un rôle important dans la promotion du commerce et du financement du développement Sud-Sud.

Il y a lieu d'améliorer les complémentarités et de promouvoir les synergies entre les pays partenaires et les donateurs traditionnels, notamment moyennant une coopération triangulaire, en diminuant les coûts transactionnels et en introduisant des modalités mixtes combinant les capacités, le savoir-faire et les ressources du Nord et du Sud.
